LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1609

du 21 au 27 octobre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Oui, il faut pardonner à ses ennemis, mais pas avant qu'ils soient pendus. »
Henri Heine

Soyons réalistes bloquons l'économie

Retraites
L'électoralisme tue nos luttes
page 4

Lycées
La jeunesse rejoint la contestation
page 7

Santé
Délire sécuritaire en psychiatrie
page 9

Science
Téstostérone et économie
page 15

Histoire
Anarchistes français et guerre d'Espagne
page 17

Daniel Maunoury

M 02137 - 1609 - F: 2,00 €

Sommaire

Retraites : le rapport de force bascule, par Fabrice, *page 3*

Nos luttes à la merci de l'électoralisme, par Daniel, *page 4*

Ça pète à Amiens, par J.-P. Germain, *page 5*

L'Autruche a dit, par F. Ladrisse, *page 5*

Élémentaire, mon cher Watson, *page 6*

Les lycéens aussi sont dans la rue, par G. Goutte, *page 7*

La pédagogie en danger, par C. Chabrun, *page 7*

De bonnes raisons de ne pas être Français, par M. Rajsfus, *page 8*

Délire sécuritaire en psychiatrie, par Romain, *page 9*

Manif de droite, par N. Potkine, *page 11*

Bons baisers de Cuba, *page 12*

Testostérone et traders, par P. Servigné, *page 15*

Anarchistes français et guerre d'Espagne, par G. Goutte, *page 17*

Féminisme(S), par M. Crès, *page 20*

***L'Encyclopédie anarchiste* numérisée,** par Nico, *page 21*

Qu'écouter cette semaine? *page 22*

Pour ne pas manquer la révolution, *page 23*

La semaine prochaine, le prix de votre journal va augmenter.

Il y a deux raisons à cela. Depuis des années, les charges qui pèsent sur la fabrication et la distribution du *Monde libertaire* n'ont cessé d'augmenter sans être répercutées sur le prix de vente. Car les anarchistes ne veulent pas s'enrichir, mais partager. Aujourd'hui, la refonte des barèmes de Presstalis (notre diffuseur), intervenue depuis le 1er octobre, nous coupe de tout revenu de sa part. Les tarifs appliqués par la messagerie de presse sont désormais basés sur le « coût réel » de la diffusion, et non plus sur une péréquation qui garantissait aux publications politiques une présence chez les marchands de journaux, dans la mesure de leurs moyens mais au même titre que n'importe quel représentant de la presse généraliste ou spécialisée.

Aujourd'hui, si nous ne réagissons pas, une inéluctable asphyxie économique jettera notre cher *Monde libertaire*, sur la brèche depuis 1954, hors de cette diffusion vers le « grand public ». Nous ne pouvons nous y résigner, alors que la propagande des idées et des propositions anarchistes est au cœur de nos préoccupations, et que le vieux monde capitaliste est au bord du précipice. L'effort que nous vous demanderons, lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, est important, nous en sommes bien conscients. La semaine prochaine *Le Monde libertaire* passera à 2,50 euros. Nous ne doutons pas un seul instant que, conscients des enjeux, vous resterez fidèles à notre journal.

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Quelle perspective pour le mouvement social en cours? Question difficile, mais il ressort quelques bonnes nouvelles en provenance du front social: les étudiants et lycéens rejoignent le mouvement en masse, la pénurie de carburants se fait sentir, les routiers sont appelés à rejoindre la lutte, l'intersyndicale reste unie, les manifestations sont fréquentes et très fournies. Mais pas de quoi faire assurément pencher la balance pour le moment. La détermination « gouvernementalo-patronale » est certaine, les matraques, flash-balls et gaz lacrymogènes des CRS se font d'ailleurs déjà sentir. La constatation générale se focalise sur le secteur privé qui, bien que très présent en manifestation, ne reconduit que bien peu la grève. L'explication la plus fournie est souvent la peur des salariés du privé, leur précarité, le manque de sécurité de l'emploi dans le secteur. Bien que véridique, l'explication reste incomplète. Des contre-exemples existent: les ouvriers des secteurs de la métallurgie, de la chimie, du Livre, nous montrent qu'une mobilisation dans le privé est possible. Il convient de rappeler que ces secteurs ont une histoire syndicale de longue date dans le mouvement ouvrier depuis le XIXe siècle. Les traditions persistent. Le secteur privé est pour beaucoup composé de salariés du tertiaire, secteur qui s'est surtout développé après-guerre. Rome ne s'est pas faite en un jour, les syndicats puis les confédérations non plus! D'ailleurs, ce mouvement pour la défense des retraites pourrait être déterminant pour le développement du syndicalisme d'action directe dans le tertiaire. Le rôle de la solidarité interprofessionnelle, à la fois financière et active sur les piquets de grève pour empêcher la production ou la consommation, serait décisif. À l'heure de la généralisation du toyotisme et de la production en flux tendu, quelques heures de grève en période de « rush » (forte affluence) peuvent suffire à diminuer de manière significative les chiffres d'affaires sans trop perdre d'heures de travail effectuées. Que cela se sache! Le mouvement de grève défensif, pour devenir conquérant, devra se généraliser à défaut de devenir général. Faire reculer un gouvernement est une chose, le détrôner et le faire capituler pour aboutir à nos revendications en est une autre. Les seuls secteurs clés de l'économie en première ligne ne sauraient faire battre en retraite la logique capitaliste à l'œuvre, ils ne feraient que préserver le *statu quo*... Et puis, si une grève générale ne se décrète pas, elle se prépare et s'organise: généralisons les AG, articulons les luttes entre elles, développons les caisses de grève, bourrons les placards de pâtes et de riz pour avoir des réserves. De plus, en décembre, beaucoup toucheront un treizième mois. Profitons-en pour faire grève. Les cadeaux de Noël? Un poème et un collier de nouilles! La lutte des classes devra se passer de l'abrutissement consumériste.

Ça pousse !

Daniel Maunoury

Mon dernier article, à la mi-septembre, avait pour titre « On y va ». Le moins que l'on puisse dire est que les choses se sont effectivement accélérées depuis un mois, à tel point qu'un papier écrit en fin de semaine risque fort d'être dépassé au moment de sa parution le jeudi qui suit! Elle semble loin la période où les militants de FO ou parfois de Sud qui exigeaient le retrait pur et simple du projet de loi étaient marginalisés par une intersyndicale nationale totalement cadenassée par l'axe Thibault-Chéréque. Les mêmes, il y a quinze jours, qualifiaient encore d'irresponsables ceux qui prônaient la grève reconductible. Depuis, dans de nombreux secteurs du privé comme du public, non seulement la question de la reconduction se pose mais la décision est prise. Et la jonction tant redoutée par le pouvoir et les bureaucraties entre la jeunesse et les salariés est en train de se réaliser, comme en 2006 avec la bagarre pour le retrait du CPE.

Ce n'est pas pour autant que tout ce beau monde des milieux politiques, syndicaux et médiatiques a renoncé à « siffler la fin de la récréation ». Pour cela tout est fait: répression (comme à Saint-Nazaire), violences policières pour faire peur, propagande politicienne sur l'enjeu des élections de 2012 supposées régler la question sociale (!), l'acharnement obstiné de l'intersyndicale nationale à refuser d'appeler au retrait du texte et encore moins à la grève. De ce point de vue, le dernier communiqué pondu le 14 octobre appelant à des « *manifestations et à des grèves* » le 16 et le 22 octobre est un monument d'hypocrisie et une véritable insulte aux grévistes: « *Pour amplifier la mobilisation, elles appellent à poursuivre les initiatives unitaires dans les territoires, les entreprises et les administrations.* [...] *Elles demandent aux sénateurs de ne pas adopter ce texte injuste* »! C'est demandé si gentiment que cela devrait le faire! Et toutes les organisations syndicales (sauf FO) ont signé ce torchon. Quand sonnera l'heure des bilans, les militants de Sud ou de la FSU seront en droit de demander des comptes à leurs directions qui se seront, tout au long du conflit, au-delà des beaux discours, couché devant l'axe CFDT-CGT.

À FO, l'appareil – comme tous les appareils – a tenté de freiner le mouvement, mais la base, comme en 1995, a pu recadrer les choses. Ainsi, lors de son comité confédéral national (regroupement de toutes les fédérations et de toutes les unions départementales) les 7 et 8 octobre dernier, le texte semouleux proposé par la direction a été sérieusement durci et clarifié sous l'impulsion, notamment, de la fédération des cheminots ou celle de l'équipement et de nombreuses unions départementales.

Dans bien des sections de base CGT, voire de fédérations et de départements, la bagarre pour imposer à la direction le mot d'ordre de grève jusqu'au retrait fait rage parfois très violemment.

Bref, à la base les choses sont claires entre les militants CGT, FO, Sud, FSU, voire parfois CFDT, et c'est là que la véritable unité se réalise.

L'enjeu de cette bagarre est énorme, bien au-delà de la question déjà très importante des retraites. Il s'agit ni plus ni moins de la capacité de la classe ouvrière à prendre ses affaires en main.

Dans ce combat, le rôle des militants anarchistes, modeste mais réel tout de même dans bien des endroits, est un encouragement pour tous ceux qui construisent un outil au service de la révolution sociale.

Fabrice
Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

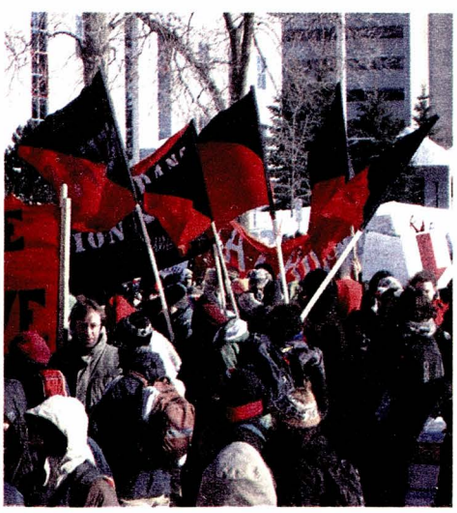
Promesses électoralistes

Qu'ils s'en aillent tous... mais tous !

Les 12 et 16 octobre 2010, les organisations syndicales battent des records de mobilisation pour contrer la réforme des retraites. Dans les manifs, on retrouve des visages familiers, on commente les dernières nouvelles, on s'informe sur les secteurs en lutte reconductible. De partout, des banderoles émergent, des autocollants décorent poitrines et casquettes. Puis les calicots contre Sarko se multiplient, les slogans demandant le départ de Sarkozy et sa clique se font entendre... Il faut dire que la gauche politique n'est pas inactive.

Oui, mais quelle gauche ? Celle qui prêta un Premier ministre pour signer la libéralisation des services publics de l'énergie et des mesures pour reculer de cinq ans l'âge de la retraite, au sommet de Barcelone, en 2002 ? Celle qui fut incapable d'empêcher le second tour des présidentielles Chirac-Le Pen, toujours en 2002 ? Ou celle qui permit à Nicolas Sarkozy d'être élu à l'Élysée ? À moins que l'on parle de celle qui ne remit pas en cause les privilèges de ses députés en matière de retraite ? Eh bien, c'est la même gauche qu'aujourd'hui.

En mai 2010, Ségolène Royal lance l'idée d'un référendum contre la réforme gouvernementale des retraites. Lors de ses journées d'été 2010, l'association Attac propose une votation citoyenne sur le même sujet ; il faudra quelques semaines pour que des organisations politiques demandent à leurs personnalités de lancer un autre texte du même contenu, *L'Appel pour un référendum*. L'objectif de cet appel, c'est évidemment de provoquer une sorte d'élection avant les présidentielles de 2012. Pour Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel, il s'agit là d'un outil à caractère populiste[2]. Pour ce constitutionnaliste, ouvrir la boite de Pandore du référendum, c'est le risque de le voir utilisé ensuite pour des sujets bien plus épineux. Toujours selon lui, « *la gauche, d'une certaine manière, est responsable de l'hyperprésidence actuelle. Elle a fait voter le quinquennat et inversé le calendrier en instituant les élections législatives un mois après l'élection présidentielle.* [...] *Les députés sont élus pour permettre au président de la République d'appliquer son programme* ».



En plus de cette demande référendaire, les leaders de gauche et d'extrême gauche s'engagent en parlant de la retraite à 60 ans. Tous sont déjà dans les starting-blocks de la présidentielle de 2012. Et tous promettent. Tous ? À voir. Plus prudent, le Parti socialiste dissone. Le député Jean-Marie Le Guen, proche de Dominique Strauss-Kahn, a déclaré le 10 octobre que « [...] *nous devons rentrer dans une culture du mouvement social qui ne soit pas celle de la grève. C'est une culture française qui n'est pas positive* ». Et de pourfendre les déclarations un peu faciles de ses collègues de parti, plus enclins à demander le référendum.

Il y a donc bien de la supercherie dans l'air. La première supercherie consiste à demander un référendum qui ne sera pas accordé par le pouvoir politique. Facile. La seconde, c'est de penser que les écuries politiques s'appuyant sur la mobilisation syndicale en cours sont la roue de secours du peuple engagé dans ce combat. Ces différents partis défendirent et défendront encore des candidatures différentes et ne s'entendent pas entre elles. Aucune de ces formations, du NPA à Europe écologie, n'a de chance d'accéder au pouvoir sauf si elle s'associe au Parti socialiste. C'est un fait. Et ce même parti dominant de gouvernement n'aurait qu'une seule personnalité susceptible d'avoir des chances de gagner le présidentielle, et c'est DSK, l'actuel président du FMI. On imagine mal comment il pourrait revenir sur une mesure sociale conditionnée par des critères strictement libéraux-économiques !

Pourtant, la promesse, cette cerise sur le gâteau de la délégation, peut avoir une incidence sur l'évolution du mouvement. Combien de gens, découragés ou peu courageux, ou simplement dans l'incapacité de rentrer en lutte, pensent-ils que les partis nous sauveront ? Comment ne pas penser que des syndicats pourraient être tentés de concéder aux organisations politiques le soin de réussir là où elles pourraient échouer ? Et que sur les décombres d'un échec possible, on reconstruirait les espoirs de l'urne ?

Notre posture est à défendre. Elle repose sur une conception libertaire et autogestionnaire de la lutte sociale. Cette conception affirme que les luttes collectives sont la meilleure école politique qui soient. Qu'elles peuvent être le lieu de l'action désobéissante, révolutionnaire, directe et autogérée. Que la lutte syndicale doit se défier des partis politiques. Qu'elle peut amener les gens à s'émanciper de la tentation bureaucratique et à décider eux-mêmes, sans rien attendre des élections et de leurs lendemains qui déchantent toujours. On ne veut plus de l'Assemblée ou du Sénat, mais des assemblées générales partout !

Daniel
Groupe Gard-Vaucluse

---

1. Départ à 55 ans puis 60 ans depuis peu, revenus mensuels de 5 500 euros au bout de vingt-deux ans de mandature, cumul des rémunérations...
2. Politis du 16 septembre 2010.

Météo syndicale (bis)

Il y a quelque temps, on désespérait un peu du climat social sans parler du syndicalisme. Maintenant, on peut sans forfanterie mettre plus de voilure et espérer tous azimuts. Raffineries, transports, hôpitaux, fonction publique, lycéens…, ça rue dans les brancards sur un grand braquet.

Chez nos camarades picards ça se poursuit avec quelques dissensions intersyndicales… La semaine dernière, ça a commencé sur des chapeaux de roues. Mardi 12, pendant la manifestation, la nouvelle est tombée : la maréchaussée avait investi la zone industrielle où se trouve l'usine de Goodyear Amiens[1]. Retournant en trombe pour déloger les intrus, occupation des lieux. À l'heure où ces lignes sont écrites, c'est encore en ébullition et les « forces » en présence se regardent en chiens de faïence. Affaire à suivre, donc.

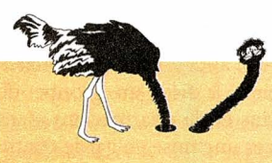
Sinon, dans le Nord, le groupe Molex a annoncé qu'il cessait de financer le plan social. Comme on peut le lire sur le site internet de la CGT Goodyear, les patrons ne respectent plus les accords, par exemple « *celui de Conti qui garantissait cinq ans de boulot contre une augmentation du temps de travail et nos voisins de Dunlop qui subiront le même sort que ceux de Molex* ». Certes, on n'est pas au courant de tous les dossiers, mais on sait que la CGT Goodyear est prête à lutter longtemps. Même si Sud, dans l'entreprise d'Amiens, accepte le plan social ![2]

Le cas de nos camarades d'Amiens ne doit pas assombrir l'avenir du mouvement social. La mobilisation continue, les violences policières aussi. Les pêcheurs à la ligne des partis politiques surfent sur les manifestations. À nous de renforcer et l'autonomie et l'unité dans les luttes. Ne pas se laisser enfermer dans l'incantatoire, rester dans le concret, dans la réalité de la lutte de classes. Sans démagogie ni volonté directive. Renforcer les intersyndicales, les fronts de la gauche, laissons cela aux politiciens de toutes tendances.

Jean-Pierre Germain

1. À propos, la semaine dernière, emporté par l'enthousiasme, nous avons titré que Goodyear Amiens était 3 000. Près de 400 est plus proche de la réalité. Trois mille était, bien sûr, le chiffre de l'ensemble !

2. Dans un tract, le syndicat Sud est nommé « *syndicaliste union direction* » par la CGT. Diable, le front syndical a plus que du plomb dans l'aile…



Quand l'autruche éternue…

Vivement le grand soir qu'on se couche

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? À l'heure où nous mettons sous presse, comme on dit chez *France-Dimanche*, nous ne sommes pas en mesure de savoir quelle sera, demain samedi 16 et mardi, le niveau des mobilisations, ni si elles iront s'amplifiant où au contraire retombant tel un pitoyable soufflé à la cancoillotte éventée. On ne sait non plus si la troupe aura fini de libérer les dépôts de carburants et raffineries bloquées, ni si routiers et étudiants se seront enfin décidés à entrer dans la danse, ni combien de lycéens seront tombés sous les balles de la mobile gendarmerie et qui, bien que caoutchoutées, sont à même de blesser gravement, comme à Montreuil, les enfants. On ne plaisante plus : depuis plusieurs jours la police campe devant les lycées, multipliant les provocations, à croire que les consignes sont d'alimenter les violences, à seule fin de disqualifier, pour cette fois et pour longtemps, toute mobilisation émanant de la jeunesse. Or, Luc Châtel a beau, allant, ânonner à l'adresse des jeunes qu'il « *est dangereux de manifester sur la voie publique* », l'opération « *rentre chez toi ou on te casse les doigts* » semble devoir faire un flop auprès des lycéens. Fonctionnera-t-elle davantage auprès de leurs parents ? On peut se poser la question, notamment quand on voit la CFDTraîtres, comme à son habitude, entamer une de ces danse-du-recul dont elle a le secret. Dès aujourd'hui et sans nul doute, pour Chérèque c'est plié, l'essentiel étant désormais de trouver, comme ils disent, une « *porte de sortie honorable.* » Honorable, mes fesses, l'honneur n'a rien à voir là-dedans et comme disait maître Zou-Bi, une porte doit être fermée, ou ouverte. Sarko tente, pour sa part, de la verrouiller à double tour : « *Dans une économie mondiale qui bouge, nous ne pouvons pas rester immobiles.* » De là à reculer, il y a un, deux, trois quatre pas que l'azimuté de l'Élysée ne rechigne pas à exécuter. Plus loin, le prophète au karcher prévient : « *Nous ne pouvons pas mettre la poussière sous le tapis.* » Ménagère métaphore, dont on se demandera longtemps ce qu'elle vient faire dans un discours concernant les retraites. Mais, en fin connaisseur de l'enfilage de perles, Sarkoléon poursuit, sans se préoccuper le moins du monde du ridicule : « *La réforme des retraites est un objectif de justice sociale : songez au sort des petites retraites, et des petits retraités.* » À coup sûr et sur le coup, Timide, Atchoum, Grincheux ont reconnu en lui un frère. N'empêche, et puisque nous parlons de nains : le numéro des Thibault-Chérèque, les Grosso et Modo de l'embrouille à la mode « *on arrête tout* », lasse. Si, une fois de plus, une fois de trop, et alors même que les conditions d'un mouvement social de grande ampleur semblent enfin réunies, si, une fois encore, ces comiques s'arrangent pour le faire avorter, il est clair que c'en est fini, pour un sacré bout de temps, de leur crédibilité, voir de leur légitimité. Alors, cul dans le rocking-chair et pieds dans la bassine d'eau tiède (met du sel, camarade, ça soulage les oignons), le brave populo attendra tranquillou le printemps 2012 et le saint-sacrement des urnes. « *Le rapport du FMI dit qu'il faut augmenter la durée de cotisation : c'est exactement ce que nous, socialistes, nous disons* », avouait l'autre soir Martine Aubry. C'est assez dire quel petit soir nous attend, en ce printemps maudit.

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Manifs des retraites

15 000 personnes à Besançon, les lycéens qui ouvraient la manif dynamique, cortège libertaire, fourni et revendicatif en queue de manif. À Vannes, près de 18 000 personnes. 20 000 personnes à Lorient. 5 000 à Pontivy et 1 000 à Ploërmel. À Limoges 1 300 lycéens en manif sur 50 000 personnes. Beaucoup de monde à Avignon, environ 4 000 lycéens dans la manif. La CNT a bloqué la rue avant de s'apercevoir que la préfecture était bourrée de CRS, et que les robocops étaient prêts à intervenir. Affrontements devant le Medef à Caen : lacrymos, coups, un blessé à la tête avec fracture du crâne et huit points de suture. Une personne blessée au tibia et plusieurs autres personnes ont reçu des lacrymos dans les jambes. 30 000 personnes à Nîmes avec une nouveauté : les jeunes ! Bonne manif pêchue et dynamique dans les rues de Grenoble, avec la plus forte mobilisation à cette date. Les lycéens étaient présents, les syndicats se réveillent et les slogans de grève générale sont repris par presque tous. Les groupes anarchistes La Rue râle et Vercors ont défilé aux côtés de la CNT dans un beau cortège libertaire. Pour l'Ardèche, 8 500 à Annonay, 3 500 à Privas et 5 000 à Aubenas, tous les chiffres sont battus mais la forte présence de jeunes y est pour quelque chose. Grosse manif à Orléans : 30 000 personnes, beaucoup de lycéens et d'étudiants, 1 000 à bloquer un pont sur la Loire. Grosse manif à Poitiers, beaucoup de flics, cortège libertaire bien fourni. Bonne présence étudiante. À Paris, la Fédération anarchiste est entrée dans le cortège de la CNT. Sur Mâcon environ 4 000 personnes avec une bonne palanquée de lycéens et une bonne présence anar. À Aix-les-Bains, manif sauvage de lycéens.

Violence de la flicaille

Bilan de la répression des manifs : 45 personnes interpellées dans le Val d'Oise, un jeune de 16 ans blessé au visage par un tir de flash-ball à Montreuil, quatre lycéennes « commotionnées » aux Mureaux, cinq jeunes placés en garde-à-vue à Chartres, dix manifestants interpellés à Chambéry, une dizaine de jeunes interpellés à Lens, une vingtaine à Lyon, plusieurs à Nîmes dont celles de mineurs.

Comptage à deux étages

Un syndicat de police s'insurge : 230 000 personnes à Marseille selon les syndicats et 24 500 selon la police. 330 000 à Paris selon les syndicats contre 65 000 selon la préf. Pour le syndicat de police, ce procédé comptable « *confond les limites entre politique et service public. Cette façon de travestir la contestation sociale risque en définitive de ridiculiser la police* ». C'est les condés qui le disent !

Solidarité avec les sans-papiers

Depuis le 7 octobre 2010, 600 travailleurs sans papiers occupent la Cité de l'immigration à Paris dans le XIIe arrondissement, lieu qui avait abrité auparavant le Musée des colonies qui se voulait « *le reflet de la puissance coloniale de la France* ».

J'y suis, j'y reste !

Depuis un an, 25 ouvriers sans papiers occupent le chantier du tramway parisien, porte des Lilas, pour leur régularisation. En France depuis dix ans, ils travaillent et cotisent sans aucune existence légale. Ils ont obtenu de leurs employeurs les contrats de travail (Cerfa), or le préfet de Paris refuse de les prendre en considération tant qu'ils occupent le chantier. Ils entendent bien rester mobilisés jusqu'à l'obtention des 25 régularisations.

Liberté pour Victor Herrera

Pour commémorer la révolte estudiantine de 1968 (300 jeunes assassinés, 700 blessés et 6 000 arrêtes par l'armée) Victor Herrera, anarchiste et adhérent à l'Autre campagne, a décidé de participer à la marche du 2 octobre 2009. Il a été frappé, torturé, détenu sans mandat d'arrêt et sans aucune preuve de sa culpabilité. Il a ensuite été placé en détention provisoire, qui s'est prolongée pendant plus de dix mois.

La prison tue

On décompte aujourd'hui en France 100 suicides et morts suspectes en prison depuis le 1er janvier 2010. Pour la deuxième fois la prison tue à Valence, comme ailleurs. Deux morts par assassinat en deux ans. Aucune réaction de la part des syndicats, ils comptent les morts ?

Attention aux imitations !

Dans un appel intitulé *Ensemble, unis contre le sida*, un groupe de médecins et de pharmaciens vient de lancer une mise en garde contre l'utilisation du préservatif comme moyen de prévenir une contamination par le virus HIV. Ça ferait plaisir à feu Jean-Paul II. Ils estiment que l'usage du préservatif risque d'aggraver l'épidémie en favorisant la multiplication de partenaires sexuels (et donc la propagation du sida). Plus réactionnaire, tu meurs, et pas du sida, de la connerie !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

La jeunesse en colère

Quand lycées et universités rejoignent la lutte

Un parfum de CPE. C'est ce que nous ont laissé respirer ces derniers jeudi et vendredi, théâtres d'une mobilisation de grande ampleur de la part des lycéens et étudiants dans le mouvement social contre la réforme des retraites. Plus de 300 lycées perturbés par des blocages (ou tentatives), des manifestations dans toute la France et des assemblées générales régulières qui tentent d'organiser une solide réponse de la jeunesse à l'odieuse réforme du gouvernement. Il était temps ! Car ce nouvel apport d'énergies contestataires est un atout considérable pour le mouvement social qui, désormais, semble toucher l'immense majorité des secteurs de la société (travailleurs, chômeurs, étudiants, lycéens). Nous autres, anarchistes, ne pouvons qu'affirmer notre soutien à ces nouvelles mobilisations et les encourager à persévérer dans la voie de la lutte unitaire, générale, qui, seule, pourra paralyser le pays, déstabiliser les dirigeants pour, au pire, obtenir le retrait de la réforme et, au mieux, jeter les bases d'une autre société, plus juste, plus libre et plus égalitaire. Seulement, faisons attention aux provocations de la flicaille qui, à la botte du gouvernement et du patronat, s'efforce d'engendrer une spirale de violence réduite (oui « réduite », autrement, nul doute que la situation leur échapperait complètement) pour discréditer le mouvement social et noyer la contestation dans une surmédiatisation de ces affrontements violents, prévus et montés de toute pièce.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Délit de pédagogie

Alors que plusieurs rapports (Inspection générale, Institut Montaigne) ont mis en doute l'efficacité des dernières réformes du ministère de l'Éducation nationale, des pressions et des sanctions continuent de s'abattre sur les enseignants qui n'acceptent pas ces réformes et, en particulier, celle de la suppression du samedi matin avec l'aide personnalisée…

Depuis 2008, le temps d'enseignement obligatoire est passé de 26 heures à 24 heures par semaine. Les deux heures supprimées sont proposées par l'enseignant aux familles des enfants en difficulté en soutien scolaire. C'est l'aide personnalisée, une surcharge de travail scolaire qui se fait au détriment des besoins de développement des enfants, des activités culturelles ou sportives pratiquées pendant ce temps par les autres enfants ou tout simplement du repos en famille. Une perte sèche de deux heures hebdomadaires d'enseignement pour tous, l'équivalent de trois semaines par an, avec cette triste certitude : le fossé culturel se creusera davantage entre les enfants des milieux populaires et les autres… C'est une mesure démagogique à caractère électoraliste, une décision imposée dans le déni des recherches en chronobiologie.

Avec une programmation annuelle qui dénie les cycles, ce sont « 24 heures chrono » compartimentées, morcelées en disciplines et sous-disciplines. Entre dix heures de français, cinq heures de mathématiques, quatre heures de sport et une heure et demie de langue vivante, que reste-t-il à l'histoire, la géographie ? Aux sciences ? À l'éducation artistique ?

Depuis plusieurs années des évaluations nationales (CE2, 6e, puis CM2) établissaient un diagnostic sur les acquis des élèves. Malgré leur lourdeur et les corrections, elles avaient été acceptées. Or, celles apparues en 2009 en CM2 puis en CE1 sont aberrantes : il faut dès janvier évaluer les élèves sur tout le programme de CM2 ; les exercices ne sont pas toujours adaptés ; la notation est sommaire (1 si l'élève a tout bon ou presque, 0 en cas d'erreur). Ces évaluations visent la performance, la concurrence au détriment des progrès et acquisitions des enfants.

Des enseignants, seuls ou avec d'autres, résistent car ces réformes écornent aussi bien les droits fondamentaux des enfants que l'avenir de l'école publique.

Deux enseignants membres de l'Icem ont été sanctionnés. Des sanctions non médiatiques mais d'autant plus pernicieuses ! Combien d'enseignants voient-ils ainsi leur carrière malmenée ?

C'est pourquoi nous reproduisons ci-après le communiqué de presse du CA de l'Icem-pédagogie Freinet* du 30 septembre 2010.

Dans le Tarn-et-Garonne, l'inspecteur d'académie a demandé une évaluation du travail fourni par Ninon Bivès. Il a corédigé et noté le rapport d'inspection avec une note si basse qu'elle ne s'inscrit même pas dans la grille départementale de notation. Pourtant, même une lecture attentive du rapport ne donne aucun élément pouvant la justifier.

En Loire-Atlantique, François Le Ménahèze, directeur d'école, qui était détaché auprès des IUFM des Pays-de-la-Loire en tant que formateur en temps partagé, s'est vu refuser le renouvellement de ce poste dans « l'intérêt du service », mais surtout « *compte tenu de sa manière de servir et notamment son refus d'appliquer les instructions nationales* ».

Ces deux enseignants se consacrent à l'éducation depuis de nombreuses années et ont choisi d'enseigner à l'école publique avec un investissement reconnu. Ils ont choisi la pédagogie Freinet car pour eux, elle permet à tous les enfants quels que soient leur culture, leur milieu social, leur pays, etc., d'apprendre, de comprendre, de créer, de s'exprimer dans le respect des valeurs que cette pédagogie porte (liberté, fraternité, égalité, dignité, compréhension, coopération).

Mais, depuis 2008, les réformes vont à l'encontre des principes et de la philosophie humaniste de la pédagogie Freinet. Voilà pourquoi ces deux enseignants s'y opposent en leur âme et conscience. Ils résistent et refusent d'appliquer des mesures qui desservent l'intérêt de l'enfant : évaluations qui discriminent et découragent, aide personnalisée qui stigmatise et exclut, temps d'enseignement qui se réduit et fatigue… Souffrance et désespérance sont le lot quotidien de nombreux enfants et de leur famille et ceci dès l'école maternelle. Comment pourront-ils se projeter dans une scolarité qui les rejette ?

Ces deux enseignants ne sont pas seuls : beaucoup, malgré les instructions officielles, continuent de mettre en œuvre une pédagogie émancipatrice et accueillante pour tous les enfants. Ces enseignants qui résistent et mettent en place d'autres pratiques servent l'école publique et donnent toute sa valeur au mot « pédagogie ».

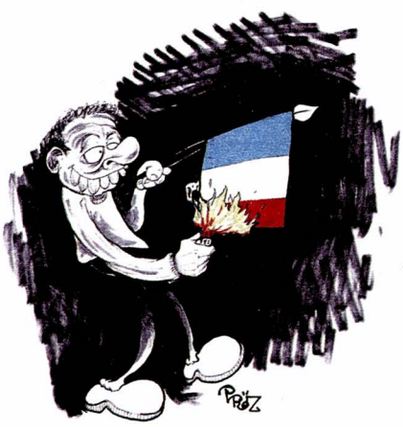
Catherine Chabrun

---

* Institut coopératif de l'école moderne (www.icem-pedagogie-freinet.org/).

Douce France...

Quelques bonnes raisons pour ne pas être Français à l'excès



Récemment, Éric Besson, gardien chef de l'identité nationale, a fait émerger une nouvelle catégorie de citoyens : les supposés « bons Français ». Il y aurait donc les autres qui le sont moins, où le seraient même de façon déplorable. Peu importe la moralité de ceux qui peuvent se flatter de disposer de bons papiers, permettant de se proclamer bons Français. L'essentiel, c'est la bonne origine ! Ce qui rejoint la volonté exprimée, le 30 juillet 2010, par Nicolas Sarkozy, à Grenoble, de déchoir de la nationalité française ceux des étrangers qui se risqueraient à attenter à la vie d'un fonctionnaire d'autorité.

Bons Français avec Le Pen ?

En fait, être bon Français signifie surtout se comporter en patriote inconditionnel. Cela, quelle que soit la politique mise en œuvre pour que cet engagement soit cohérent. À ce niveau, nous nous approchons du comportement des soudards qui se contentent de la couleur du drapeau, et de son ombre rafraîchissante. Qui donc a dit : « *La patrie d'un cochon se situe là où l'on peut trouver des glands* » ? Chamfort peut-être...

Français. Je n'ai pas d'autre choix. En effet, dans les temps que nous vivons, il est devenu nécessaire de justifier son identité. De là à transformer cette quasi-obligation en adoration, « *amour sacré de la Patrie...* » (air connu), il y a un pas qu'il faut bien se garder de franchir. Sauf à aliéner son libre arbitre. Alors, Français peut-être ? Bon Français comme l'entendent Sarkozy, Besson ou Hortefeux, peut-être même Marine Le Pen et son papa, ce serait une plaisanterie.

Nous foulons le même sol, tout en nous gardant bien de mettre nos pas dans ceux qui ne songent qu'à nous réduire à l'état de sujets. Nous ne sommes certainement pas leurs compatriotes car, comme le suggère une publicité vantant une marque de rillettes réputée : « *Nous n'avons pas les mêmes valeurs.* » Mourir pour la patrie serait le sort le plus beau, et même « *le plus digne d'envie* ». Il y a beau temps que ces fadaises, dignes de Paul Déroulède, ne sont heureusement plus au programme de l'école primaire. C'est heureux. Il reste qu'avec la redécouverte de cette précieuse « identité nationale », le danger est grand d'une triste régression. Le faiseur de vers de mirliton, évoqué ici, très en vogue après la défaite de 1870, ouvrait la voie aux légions de Franco qui, un demi-siècle plus tard, allaient assassiner la révolution espagnole aux cris de « *Viva la muerta !* ». Déroulède se contentait d'écrire « *En avant ! Tant pis pour qui tombe ! La mort n'est rien. Vive la tombe, Quand le pays en sort vivant. En avant !* »

Ceux qui, en 2010, nous parlent de patrie, avec des trémolos dans la voix, n'éprouvent pas le moindre frémissement lorsque les mauvaises manières de jadis reviennent de saison. On agite le drapeau, on enseigne la chansonnette aux enfants, mais on discrimine et on expulse. C'est pour la France ! Pour la France des droits de l'homme ? Pour la patrie du droit d'asile ? Non, mais ça va pas la tête ? Il faut se contenter d'être fier de la France, même si ce vieux pays gaulois commence à dégager des relents putrides rappelant l'État dirigé jadis par un sinistre vieillard. Lequel avait remplacé « liberté-égalité-fraternité » par un triple signe d'asservissement : « travail-famille-patrie ». Nous n'y sommes pas encore mais la voie est ouverte.

La douceur de la carotte ou la morsure du bâton

De quel patriotisme peut-il bien s'agir si la division de la société en nantis et en redevables ne fait que s'accentuer ? De quel côté peuvent bien se situer ces bons Français, tellement vantés par un ancien socialiste, désireux de passer à la postérité par l'escalier de service ? Incontestablement, on ne peut que les trouver du côté du manche. Cet instrument contendant servant habituellement de matraque. Comme les prédateurs sont malgré tout en minorité, ils ne cessent de promettre la carotte à ceux qui craignent la morsure du bâton. Et cela marche puisqu'il n'est pas toujours nécessaire d'insister beaucoup pour que de pauvres hères, en grand nombre, continuent à succomber aux belles proclamations de ceux qui agitent l'emblème aux trois couleurs.

« *Aimez la France, ou quittez-la.* » C'était déjà le cri de guerre du Mouvement initiative et liberté (MIL), à la fin des années 1980. Incitation reprise par Nicolas Sarkozy, en 2007, sur le mode : « *Si les étrangers n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter !* » C'est pas beau de copier sur ses petits camarades d'extrême droite. Ah, comme Éric Besson aime entendre ces rodomontades, cette volonté de voir apparaître de « vrais Français ». Ce qui ne peut que rappeler cette affiche placardée sur tous les murs de France, de l'été 1940 à l'été 1944, avec en photo plein cadre le maréchal Pétain, et cette légende définitive : « *Êtes-vous plus Français que lui ?* »

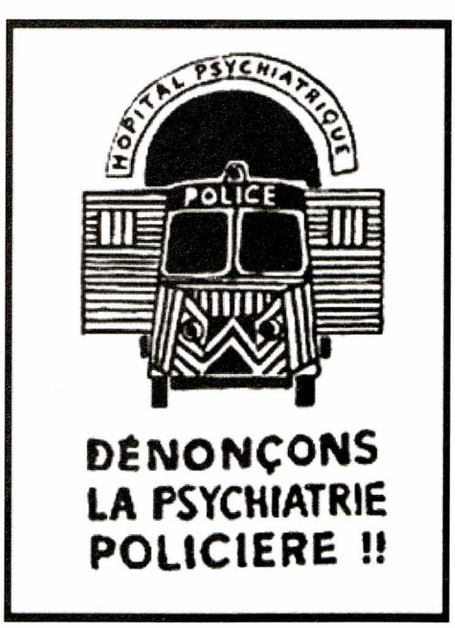
Quelle joie d'être Français. D'autant plus qu'il est parfois difficile de le rester. Et puis, quel intérêt y aurait-il à être désigné comme un « bon Français », si l'on reste confiné dans cette France d'en bas dont la seule vocation reste limitée à la résignation. Ceux d'en haut savent ce qui est bien pour nous. L'essentiel étant d'apprendre à tout attendre de ceux qui veulent bien s'intéresser à notre devenir. Brave Français, la seule certitude d'être de bonne origine devrait te satisfaire. Attention, pourtant. Si jamais tu te risquais à quitter le rail obligé, il pourrait t'en cuire. Bientôt, peut-être, on te demandera de jurer sur l'honneur que tu ne feras jamais grève. Et, bien entendu, que tu ne seras jamais solidaire d'un individu à l'origine incertaine...

Maurice Rajsfus

Du côté de la folie, ça délire sécuritaire aussi...

Romain

Groupe de Caen
de la Fédération anarchiste



Le 28 septembre, les psychiatres (hospitaliers seulement, voyez l'esprit collectif!) étaient en grève. Ils se sont mobilisés contre le projet de révision de la loi de 1990, « *projet relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et à leurs modalités de prise en charge* ». En fait, c'est une belle formule pour dire que les fous, les indigents, les marginaux, on va les enfermer ou les exclure, physiquement ou psychiquement. Le mouvement a été inégalitairement suivi en France et n'a pas eu de portée populaire. Pourtant l'enjeu est grave puisque, dans ce domaine aussi, l'exclusion est à la clef...

Rappel

Ainsi, les lois sécuritaires succèdent aux réformes de privatisation concurrentielle à un rythme effréné. En effet, la loi HPST met un terme à la politique généraliste de secteur, qui assurait la continuité et l'égalité des soins en psychiatrie.

L'indépendance des psychiatres disparaît dans leur totale subordination à la rationalité gestionnaire (contrats, intéressement, sanctions, désignation par le directeur, etc.). Ils perdent tout contrôle de la politique des soins au détriment des directeurs d'hôpitaux qui gèrent l'hosto comme une entreprise.

Les objectifs d'activité seront les seuls critères selon lesquels sera jugée la performance des soins : la concurrence va devenir générale, entre patients, soignants, pôles, établissements... Après les franchises, la gestion des lits et des places à flux tendu et le tri des patients d'une structure à l'autre mettent fin au droit à un accès égal aux soins pour tous. L'ensemble du dispositif tend à concentrer les structures en vue de leur rentabilisation et favorise les plateaux techniques et le privé au détriment des soins de proximité.

Conséquence : un nombre incalculable de patients ne se soignent plus, ou mal. Mais jusque-là, rien de nouveau, puisque cela s'applique déjà dans les services somatiques. La psychiatrie a juste un léger retard. En effet, coter le relationnel est moins évident...

En revanche, ce que compte faire passer le gouvernement cet automne est à la fois nouveau et très inquiétant quant aux soins en psychiatrie. C'était déjà glauque à souhait (la France est actuellement un des pays qui enferment le plus en matière de soins psychiatriques), mais ça tend de plus en plus vers le totalitarisme. En effet, ce projet de loi ne traite que des « *soins sous contraintes* ». Il marque un tournant liberticide de la psychiatrie, où le contrôle social de la normalité des comportements (fichage généralisé, surveillance électronique, pointage) va remplacer l'accompagnement bienveillant des personnes en souffrance psychique.

Ce qui est prévu risque fortement d'aggraver le caractère de loi d'exception de la loi de 1990, dérogeant au droit commun : la seule avec la répression de l'immigration clandestine où une mesure de privation de liberté est décidée non par un juge, mais par le représentant de l'État (mais y a-t-il une grande différence entre un juge et un représentant de l'État ?). Toujours est-il que, si avec la circulaire du 11 janvier 2010 le préfet n'est déjà plus tenu de suivre l'avis médical, cette prérogative devient force de loi : il a tout pouvoir jusqu'à la saisie *a posteriori* du juge des libertés et de la détention.

Idéologie, montre toi

Vous l'aurez compris, le point saillant de la réforme proposée est la notion de « *soin sans consentement* ». « *L'hospitalisation sous contrainte* » de la loi précédente est ainsi remplacée par le « *soin sans consentement* », duquel pourrait éventuellement découler une hospitalisation après 72 heures d'observation dans un centre *ad hoc*. C'est-à-dire qu'avant d'être éventuelle-

ment hospitalisé, vous devrez faire 72 heures de garde à vue.

Aussi, les appellations d'hospitalisation à la demande d'un tiers (HDT) et d'hospitalisation d'office (HO) disparaîtraient pour des « *soins sans consentement sur demande d'un tiers* » et des « *soins sans consentement sur décision de l'autorité publique* » et enfin, les HO d'origine judiciaire se substitueraient aux « *soins sans consentement sur décision de justice* ». Encore un malin tour sémantique pour masquer l'enfermement ou plus précisément pour enfermer même en dehors de l'hôpital…

En effet, la chose la plus surprenante et vicieuse dans ce projet est la modalité de soins ambulatoires sans consentement. Décidée par le psychiatre, elle serait précisée dans un document établi par le directeur de l'hôpital, mentionnant l'adresse du malade, le calendrier des visites médicales obligatoires et, si possible, un numéro de téléphone. Bonjour le secret médical !

Le texte prévoit une procédure de convocation immédiate si le patient ainsi suivi ne se présente pas à un « *rendez-vous thérapeutique sans raison valable appréciée par un psychiatre* » de l'hôpital.

Toujours aussi grave, le directeur pourrait alors prendre « *toutes mesures utiles* » pour assurer la continuité des soins, ordonner une ré-hospitalisation ou solliciter le préfet. La ré-hospitalisation serait automatique quand le patient relève des soins sur décision de l'autorité publique et de l'autorité judiciaire. De plus, à tout moment, et notamment quand des soins ambulatoires seraient proposés ou quand la levée serait demandée, le préfet aurait la possibilité de demander une expertise médicale, conduite par un psychiatre extérieur à l'établissement ou un expert auprès des tribunaux. Autant dire que l'intervention des flics va se faire à tout bout de champ et que la sortie de l'hôpital ne se fera pas aussi facilement…

Par conséquent, puisque les psychiatres décident moins, vous pensez bien que les familles voient aussi leur pouvoir de décision très réduit. Alors qu'actuellement, le psychiatre doit demander la transformation de l'HDT en HO à la préfecture, s'il est en désaccord avec la famille. Il suffira, si cette réforme aboutit, d'un simple refus du psychiatre pour que la personne soit obligée de rester à l'hosto. Quant aux patients eux-mêmes, une admission provisoire en l'absence de tiers serait possible, en cas de « *péril imminent* » pour la santé de la personne malade. Au-delà de 72 heures, deux psychiatres devraient avoir confirmé la nécessité de ces soins.

En conséquence, c'est un renforcement terrible du pouvoir de l'État. Il pourra encore plus facilement qu'avant interner d'office toute personne présentant des « troubles » mettant en cause l'ordre public. Quant aux soins en psychiatrie, il se tourne radicalement vers l'enfermement, ne laissant que très peu de choix aux individus et à leurs familles.

Tous les moyens sont bons : les moyens financiers

Si l'État fait des économies, ce n'est certainement pas en matière de flicage ! La dernière fois que l'État a filé de la tune pour la psychiatrie, c'était via la circulaire DHOS du 22 janvier 2009. Celle-ci permet la construction de quatre nouvelles unités pour malades difficiles (UMD) – qui sont en fait des genres de prison –, de rajouter des caméras de vidéosurveillance et des barrières autour de chaque hôpital psychiatrique. Elle prévoit encore l'augmentation du nombre de chambre d'isolement et de foutre des bracelets électroniques aux poignets des patients. Le terrain était en quelque sorte déjà préparé à recevoir ce projet de loi.

La rétention de sûreté

Toujours en lien avec la dernière circulaire du 11 janvier 2010 et le renforcement du pouvoir des préfets quant à la liberté des gens, les antécédents d'UMD et d'HO judiciaires seront des critères pour justifier d'une particulière prudence pour les décisions de sorties. Ainsi, exactement comme en prison, on utilisera des antécédents pour évaluer les risques de récidives. Et au final, le simple rappel des faits commis suffira pour prolonger indéfiniment la rétention de sûreté…

Et la stigmatisation

Comme pour tout le reste de cette politique «fasciste» qui s'installe paisiblement, c'est la sécurité qui est mise en avant dans ce nouveau projet de loi. Ainsi le gouvernement cherche « scientifiquement » à évaluer la probabilité de dangerosité avant une éventuelle sortie. Même les universitaires (souvent de bons sbires cherchant à faire carrière) vont dans ce sens. La preuve, puisque le collège national des universitaires de psychiatrie souhaite officiellement former des internes à « *prévenir la dangerosité potentielle à partir d'éléments objectifs* ». Main dans la main avec le gouvernement, ils ont l'appui des médias qui se plaisent à crier à tout va (sainte audience oblige) qu'il y a des personnes dangereuses, et d'autant plus quand elles ont été en hôpital psychiatrique ou en prison. Or, tout bon psychiatre sait qu'il n'y a pas de personne dangereuse, mais que des états dangereux. Et on sait maintenant très bien que la grande majorité des crimes ne sont pas commis par les personnes étant passées en HP (90 % des crimes étant élucidés par la police). Les malades mentaux ne sont non seulement pas plus dangereux que les autres, mais seraient, en revanche, bien plus exposés à la violence de leurs concitoyens et/ou des institutions étatiques.

Conclusion

Cette réforme n'est pas celle de la psychiatrie, c'est une nouvelle ligne ajoutée aux dispositifs de sûreté du pouvoir exécutif.

L'État met de la surveillance et de l'enfermement là où il faudrait du soutien et de l'accompagnement. Et il instaure de la méfiance, là où il y aurait besoin de confiance. Il s'agit d'une attitude à l'égard de la maladie mentale qui reflète l'équilibre des pouvoirs au sein de notre société. Et il vacille sévère cet équilibre en ces temps…

En tout cas, derrière cet épouvantail du fou que l'on agite, n'est-ce pas chacun d'entre nous qui est visé, sommé de se conformer à l'ordre néolibéral ou au « bon français » ?

Assez de tous ces enfermements ! Résistons et autogérons nos vies ! R.

POTKINE ENLÈVE...

La manif de droite

LE RIRE, LE PROPRE DE L'HOMME comme chacun sait, devrait surtout être le propre des militants. L'utile et pas cher (5 euros) opuscule *Désobéir par le rire*, édité chez Le Passager clandestin, nous en donne mille excellentes raisons : « *Le plaisir tiré d'une action qui fait rire ceux qui la mènent contribue encore à renforcer le sentiment de puissance que l'action directe alimente déjà. Son contraire, le sentiment d'impuissance, est au cœur même du rapport de domination que subissent les victimes actuelles du rouleau compresseur néolibéral. [...] L'humour protège de la peur que la transgression des conformismes, des lois, des règles coutumières tendent naturellement à faire naître.* »

Ce petit livre, outre de rappeler pourquoi le rire protège la militante et corrode le puissant, présente un florilège d'actions riantes récentes. En 2008, par exemple, le festival de rue de la commune de la Colline, dans le quartier vieux-râleur de la Croix-Rousse, à Lyon, s'adonne à moult pratiques ludiques : on introduit une nouvelle monnaie, l'eureu, on squatte les places de parking pour y faire la sieste (ah, les braves gens !), on lance des pavés en mousse sur les vitrines de banques... La plus savoureuse description du livre nous présente la « manif de droite ». Les hommes y marchent devant, en imperméable Burberry's (ou faux, vu les moyens financiers usuels chez le militant moyen), pantalon de velours et raie sur le côté. Les dames y marchent derrière, comme il se doit, en carré de soie sur le chignon. Et jupe longue. On y scande des slogans à visée pédagogique : « *Votez pour qui vous voulez, nous les avons tous achetés* », « *Plus de police, moins d'artistes* » « *La culture, ça fait mal à la tête* », « *TF1 sur toutes les chaînes !* » On a vu des manifs de droite réveiller les riches, à Neuilly, au petit matin, afin de leur rappeler que le président n'approuve que la France qui se lève tôt. Dans une manif de droite qui se respecte, on ne défile que sur les trottoirs, on ne traverse qu'au feu, on crie, à tout passant interloqué, « *Excusez-nous du dérangement* ». Et surtout, surtout, on salue l'arrivée de la police par des cris de joie et d'amour.

La manif de droite peut être démultipliée en procession. C'est là l'une des habitudes de l'Église de la Très Sainte Consommation, dont *Désobéir par le rire* cite une homélie : « *Si vous nous avez croisés pendant les dernières soldes, à genoux et les mains jointes, en pleine méditation devant une affiche publicitaire, vous vous êtes certainement demandé d'où venait l'Église de la Très Sainte Consommation. [...] Début 2004, une poignée de dangereux activistes antipubs émerge des sous-sols du métro parisien après des actions de barbouillage qui débouchent sur des centaines d'arrestations et sur un procès retentissant. Ils décident alors de changer du tout au tout et de louer les mérites de l'idéologie marchande sans laquelle notre vie serait tellement vide de sens. Ils enfilent la bure, préparent les missels, l'Église de la Très Sainte Consommation est née.* "Publicité, je t'aime de tout mon cœur et pardessus toute chose ; parce que je sais que tu ne veux que mon bonheur." *Pas besoin d'être baptisé pour se joindre à nous et prier la Sainte Trinité : Capital, Croissance, Profit. Une carte bleue suffit, et des prières, bien sûr, devant les Temples de la Consommation. Notre première apparition miraculeuse se produisit sur les Champs-Elysées. Devant les magasins, une foule nous attendait déjà, en état de quasi-transe à l'idée de l'ouverture des soldes. En partisans hallucinés de la croissance divine, nous leur distribuâmes le Missel du Consommateur :* "Ô Soldes ! Ô objets de nos achats impulsifs, puissions-nous vous retrouver chaque année. Et grâce à vous encore davantage consommer !"

En 2008, accompagnés d'un troupeau de clowns contaminés par la fièvre acheteuse, nous partons exorciser notre massive hystérie consommatrice aux galeries Lafouyette. Après quelques instants de sidération pure devant la magnificence des étalages, nous avons exhorté la foule incandescente à consommer encore davantage, pour un Point de Croissance de plus. La clientèle émerveillée a répondu à ces prières par des ovations. Las, les hommes en noir au cerveau qui pendouille en spirale de leur oreille droite nous ont imposé une quarantaine, pour nous protéger sans doute de nous-mêmes, la frénésie du magasinage pouvant, nuire, comme chacun sait, à l'équilibre des budgets familiaux. »

Nestor Potkine

LA NAPHTALINE

Bons baisers d'un Cuba libertaire

Les Castro renoncent au socialisme mais pas au pouvoir

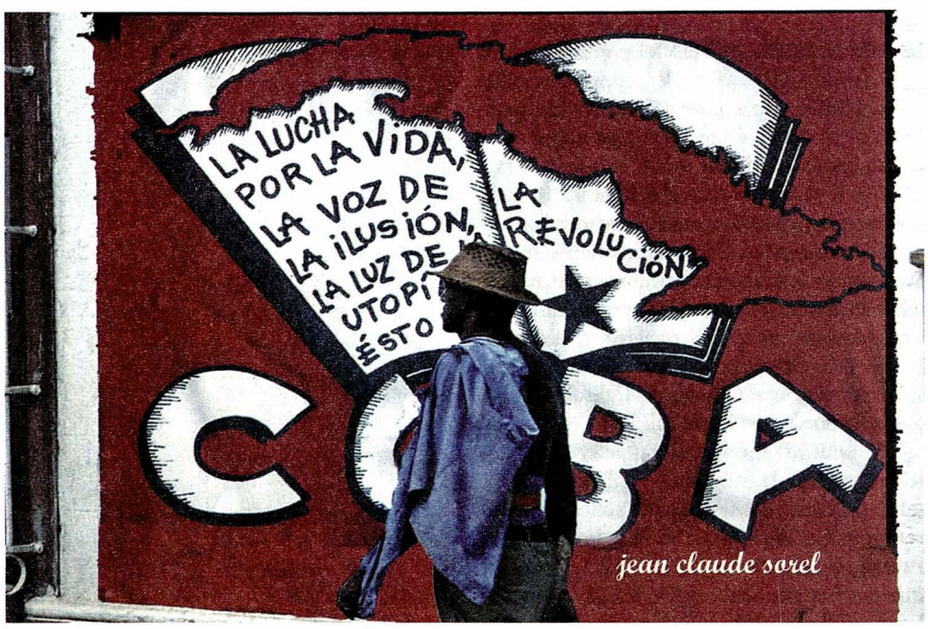
Les décisions du gouvernement cubain de supprimer à long terme 1,3 million d'emplois publics nous laisse présager d'un abandon définitif du modèle soviétique. Moins d'État et plus d'économie privée, mais en évitant les excès qui ont eu lieu en Russie après le départ de Gorbatchev. Un système plus proche de la voie chinoise ou vietnamienne, en tentant de prévenir le développement des inégalités… ce qui prouve que si les Castro ont renoncé à la construction du socialisme et à l'idéal porté par les révolutionnaires cubains à la fin des années cinquante, ils n'ont pas renoncé au pouvoir.

C'est ce qu'a annoncé lundi 13 septembre la CTC, la Centrale des travailleurs cubains, le syndicat unique. Le gouvernement de Raúl Castro avec la complicité de la CTC dévoile peu à peu sa stratégie pour réformer l'appareil productif et reconvertir les fonctionnaires. C'est ainsi qu'il prétend « actualiser » le socialisme cubain et permettre à l'île d'éviter la catastrophe économique et sociale qui menace.

Par ailleurs, il prétend se préparer à de nouvelles relations avec les États-Unis. Les inerties liées à la politique de confrontation avec l'ennemi juré du Nord empêchaient jusqu'à présent les frères Castro de mettre en place un plan pour éviter la débâcle. L'heure n'est plus aux grandes déclarations anti-impérialistes, les discours de Raúl Castro coïncident dans le domaine agroalimentaire avec le développement des relations commerciales avec l'empire américain.

Quand on additionne les annonces faites publiquement, les interventions officielles dans les centres de travail, quand on examine les documents internes et quelques confidences faites à des diplomates étrangers, on peut comprendre ce que signifie la feuille de route que Raúl Castro a distribuée à ses collaborateurs. L'exécutif liquidera, en trois ou cinq ans selon les versions, 1,3 million d'emplois publics qui ne sont pas nécessaires à l'économie cubaine. 1,3 million sur 5 millions de fonctionnaires.

« *Personne ne sera abandonné à son sort* », a promis Raúl en juin. Des offres d'emplois ou d'indemnisation seront faites, dans un premier temps, 600 000 emplois seront supprimés d'ici à mars 2011. Ceci avec le double objectif de dynamiser l'économie et de permettre aux licenciés de créer leur propre emploi. L'État délivrera 250 000 permis pour



permettre aux chômeurs d'ouvrir ou de légaliser des commerces, des restaurants, des ateliers et d'autres négoces qui deviendront ainsi des établissements privés.

Les nouveaux entrepreneurs pourront embaucher des travailleurs. De cette manière, une grande quantité de fonctionnaires rejoindront le secteur privé. Depuis quelque temps, des expériences ont eu lieu, de nombreux travailleurs ont créé des magasins de coiffure et sont devenus taxis indépendants, elles se généraliseront prochainement, d'autres formes d'artisanat et de commerce indépendant vont naître.

Les Cubains ne sont pas habitués à ce type d'activités et les investissements pour créer ce genre d'entreprises leur semblent excessifs. Les restrictions qui sont imposées dans le développement de ces activités sont importantes, des pressions sont imposées par les autorités, les prix sont imposés et des entraves rendent difficiles l'exercice d'une activité indépendante.

Le gouvernement a promulgué il y a quelques jours deux dispositions importantes. L'une d'elle autorise les agriculteurs à vendre les produits qu'ils vendaient furtivement dans des kiosques à l'entrée des villes et des villages. Ils devront désormais payer un impôt de 5 % correspondant à leurs ventes et ils devront verser une contribution de 25 % sur leurs bénéfices à la sécurité sociale. L'autre disposition est un décret signé par Raúl Castro qui facilite les investissements étrangers prévus pour une douzaine de golfs avec des milliers d'appartements et de bungalows dans plusieurs régions. Récemment, une réunion entre investisseurs étrangers et les exécutifs de l'île a eu lieu à propos d'un de ces complexes. Le décret amplifie de 50 à 99 ans le terme de cession des terrains où pourront s'installer les pelouses et les urbanisations. Même si les entreprises cubaines faisant partie des compagnies mixtes pourront opter pour le « droit perpétuel des superficies ».

Le ministre du Tourisme, Manuel Marrero, a déclaré en juillet que les étrangers pourront de nouveau acheter des maisons à Cuba, comme on l'a permis dans les années quatre-vingt-dix. Par ailleurs, le terminal d'aéroport de La Havane qui reçoit les vols de Miami vient d'être fermé pour des travaux d'agrandissement (les avions atterrissent temporairement dans un autre terminal). Les travaux coïncident avec la discussion à Washington d'un projet de loi qui permettra aux Nord-Américains de voyager librement à Cuba, on peut mettre cette mesure en rapport avec d'autres mesures pour faciliter l'exportation de produits nord-américains sur Cuba. L'ouverture de l'île aux touristes nord-américains et ces nouvelles exportations mettraient fin aux restrictions et aux mesures d'embargo.

Daniel Pinós

Nouvelle trahison des travailleurs cubains par la CCT

Le journal *Granma*, organe officiel du Parti communiste de Cuba, a publié le 13 septembre dernier, une déclaration [1] de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), dans laquelle le syndicat officiel lui-même se charge de publier, de justifier et de défendre les mesures d'ajustement au niveau du travail décidées par l'État cubain « *en correspondance avec le processus de mise à jour du modèle économique et des prévisions économiques pour la période de 2011-2015* ». Parmi ces mesures, des lignes directrices sont fixées, elles prévoient pour l'an prochain « *le licenciement de plus de 500 000 travailleurs dans le secteur public et en parallèle leur renvoi vers le secteur nonétatique* ».

Après la réponse (qui n'a rien d'étonnante) de Fidel Castro à la question d'un journaliste *yanqee*, où il avouait que « *le modèle cubain ne fonctionnait pas à Cuba* », a été publiée la déclaration honteuse et cynique de la CCT annonçant, justifiant et défendant le licenciement d'un demi-million de travailleurs cubains, mesure décidée unilatéralement par le gouvernement du Président-Général Raúl Castro. Il est évident aujourd'hui que les Castro renoncent au « socialisme », mais pas au pouvoir. Et que, pour se maintenir au pouvoir, ils sont déterminés à mettre en œuvre une politique économique de plus en plus ouvertement capitaliste.

Pour ceux qui croyaient encore que le régime castriste était en train de construire une révolution socialiste et que la mission de la CTC consistait à défendre les travailleurs cubains, il est temps de confronter leur crédule naïveté avec la dure réalité. Une réalité qui, nous l'espérons, leur permettra de reconnaître que le « socialisme » castriste n'est rien de plus qu'un capitalisme d'État, et la CTC la forme la plus misérable et brutale du syndicalisme jaune au service de la classe dominante à Cuba.

Nous n'avons pas été surpris par cette nouvelle trahison de la nomenclature syndicale castriste. Depuis de nombreuses années, nous dénonçons la farce syndicale que les travailleurs cubains subissent. Mais, aujourd'hui, la démagogie « classiste » et « révolutionnaire » de la CTC est mise au grand jour, ainsi que sa véritable fonction de contrôle et d'asservissement de la classe ouvrière cubaine. D'où les réactions de colère et accusatrices des travailleurs cubains qui crient [2] aux quatre vents leur déception et leur dégoût face à ce « syndicalisme » d'État, véritable courroie de transmission du pouvoir.

Pour un syndicat autonome, indépendant, combatif et au service des travailleurs cubains ! Pour le socialisme libertaire ! Pour une Cuba libre et libertaire !

MLC
(Mouvement libertaire cubain)
GALSIC
(Groupe de soutien aux libertaires et aux syndicalistes indépendants à Cuba)
Octobre 2010

1. www.kaosenlared.net/noticia/pronunciamiento-central-trabajadores-cuba-propoposito-cambios-cuba
2. www.kaosenlared.net/noticia/dudas-sobre-medio-millon-cubanos

La CCT main dans la main avec le pouvoir

Enrique Varona

C'est la CTC, la Centrale des travailleurs, le syndicat unique, qui a une nouvelle fois servi de courroie de transmission au gouvernement pour annoncer aux travailleurs la suppression de 1,3 million d'emplois dans la fonction publique.

À Cuba, le système du syndicat unique persiste, il n'existe pas de réelle négociation collective et le droit de grève n'est pas prévu dans la législation. Les syndicalistes indépendants sont toujours en butte aux persécutions, et sept des dirigeants syndicaux condamnés à de lourdes peines de prison en 2003 sont restés derrière les barreaux. L'aide humanitaire qui leur était destinée ainsi qu'à leur famille a été confisquée par les autorités. Un autre syndicaliste, arrêté en 2004, est lui aussi toujours en prison.

Les autorités cubaines ne reconnaissent qu'une seule centrale syndicale nationale, la Centrale des travailleurs cubains (CTC). Le Code du travail qui a été promulgué en juillet 1985 n'inclut pas la possibilité réelle et objective de la liberté syndicale. Le gouvernement interdit explicitement les syndicats indépendants, mais nie l'obligation légale pour les travailleurs de s'affilier à la CTC.

Le gouvernement a déclaré à l'OIT qu'il entreprenait une importante révision de son Code du travail. Toutefois, il est peu probable qu'un nouveau code garantisse véritablement la liberté syndicale, étant donné que le gouvernement maintient que les lois existantes établissent déjà cette liberté syndicale. Selon les autorités cubaines, « *la liberté syndicale protégée dans la Convention n° 87 ne s'exprime pas dans les termes du faux concept de "pluralisme syndical" imposé par les principaux centres du pouvoir impérialiste et capitaliste* ».

Le Code du travail précise que pour avoir une validité sur le plan juridique, les conventions collectives doivent avoir donné lieu à un débat et une adoption par une assemblée de travailleurs, puis être formalisées par écrit et souscrites par les deux parties, à savoir l'établissement employeur et l'organisation syndi-

cale. Tout amendement ou ajout doit également être approuvé par l'assemblée des travailleurs et souscrit par les deux parties.

L'État contrôle le marché de l'emploi et décide des conditions de salaire et de travail dans le secteur public. Dans le secteur privé, la loi sur les investissements étrangers de 1995 exige des investisseurs étrangers qu'ils embauchent les travailleurs via les agences d'emploi de l'État. Les investisseurs payent ces agences en dollars et ces dernières doivent verser l'équivalent en pesos aux travailleurs, or elles retiennent jusqu'à 95 % des salaires.

La législation ne réglemente pas le droit de grève. D'après le gouvernement, il n'est pas nécessaire de convoquer des grèves, puisque les revendications des organisations syndicales officielles sont toujours entendues par les autorités.

Toute tentative de constituer des syndicats indépendants se voit entravée par le gouvernement, notamment avec les dispositions restrictives de la loi sur les associations. Quiconque entreprend une activité syndicale court le risque de subir des persécutions ou de perdre son emploi. Les travailleurs ont l'obligation de surveiller leurs collègues et de signaler toute activité « dissidente ». Les militants des syndicats indépendants sont soumis régulièrement à des détentions, au harcèlement, à des menaces de procès et à des pressions pour prendre le chemin de l'exil.

Les organisations qui existent malgré tout n'ont pas la capacité de représenter les travailleurs de manière efficace. Puisqu'elles ne sont pas reconnues, elles ne peuvent pas entreprendre de négociation collective ni lancer un appel à la grève. Les travailleurs ne peuvent pas exercer leurs droits ou participer à des rassemblements ou manifestations pacifiques pour faire connaître leurs revendications. Les organisations indépendantes ont été établies par des dissidents qui s'opposent au régime de Fidel Castro et bien qu'elles défendent effectivement les droits syndicaux, elles se concentrent toutefois sur la lutte contre le régime et pour le respect des droits humains en général. Leurs bureaux sont soumis à des fouilles, leur équipement est confisqué et leurs communications sont interceptées. Certains de ces syndicats ont été infiltrés par des agents de la sécurité de l'État.

E. V.

Plus d'infos sur...

Les GALSIC (Groupes d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants à Cuba)

Polemica cubana

Pour en savoir plus sur les changements qui interviennent à Cuba, consulter le site d'information Polemica cubana. Ce site est alimenté par un collectif d'individus réunis autour d'un objectif: donner à connaître le nouveau panorama social et culturel, alternatif, contestataire, qui se dessine aujourd'hui dans l'île où des groupes informels de jeunes artistes, musiciens, universitaires, se regroupent et se retrouvent autour de discussions, de lectures, de manifestations à caractère culturel, de *happenings*... indépendamment des structures officielles. Ces formes de contestation n'intéressent évidemment pas les grands médias occidentaux, ni les médias du régime qui préfèrent ne pas en parler.

www.polemicacubana.fr

L'INTENSIFICATION des oppositions à la dictature castriste envers la dissidence et l'apparition de libertaires et de syndicalistes disposés à lutter pour une alternative syndicale indépendante du régime castriste ou de tout autre qui puisse lui succéder nous ont incité à proposer, début septembre 2003, la création d'un groupe d'aide aux libertaires et aux syndicalistes indépendants à Cuba. Le moment est arrivé d'inviter tous les militants libertaires et toutes les organisations libertaires à se joindre à cette initiative pour rendre possible la constitution, au niveau international, d'un groupe ou d'une coordination qui nous représente tous et qui renforce notre solidarité.

Pour l'obtenir, en tenant compte de ce qu'est réellement le mouvement libertaire à Cuba et dans le monde, nous pensons que la manière plus efficace de fonctionner (pour le moment) est celle d'un Réseau ouvert, non centralisé, pour que l'information et les initiatives circulent directement (à travers Internet ou un autre moyen de communication) à mesure que chacun a une information ou une proposition à communiquer. Ce qui n'exclut pas que les organisations libertaires, particulièrement les anarcho-syndicalistes, arrivent à créer un groupe ou une coordination internationale pour que cette solidarité soit plus étendue et efficace. De même qu'il n'est pas exclu de constituer (pour des raisons géographiques ou autres) des groupes autonomes d'aide pour que la solidarité ne soit pas nécessairement centralisée. C'est pour cela que nous vous invitons à faire partie de ce réseau de solidarité avec les libertaires et syndicalistes indépendants cubains et que nous vous demandons (à tous ceux qui le désirent) de nous dire si nous pouvons donner votre adresse e-mail à tous ceux qui voudront y participer.

GALSIC
Groupe d'aide aux libertaires et syndicalistes indépendants à Cuba
cesamepop@orange.fr

Sciences

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

Les traders jouent-ils à celui qui a la plus grosse ?

Le rôle de la testostérone dans les comportements économiques

Pablo Servigné

CERTAINS TRAVAUX de recherche suggèrent que la testostérone joue un rôle clé dans les interactions sociales chez les animaux et les humains. Liée à l'agressivité, à la dominance sociale, aux comportements à risques ou à l'esprit de compétition, la testostérone traîne une réputation d'hormone « macho ». Depuis peu, certains économistes explorent « l'hypothèse hormonale » pour tenter de comprendre les comportements économiques. Les résultats sont-ils à la hauteur de la réputation de l'hormone ? La réponse est surprenante…

Les économistes s'arrachent les cheveux. Enfin ceux qui ont un début de conscience. Leur problème ? Les comportements humains (réels) ne collent pas bien avec les prédictions de la théorie économique dominante de l'Homo œconomicus rationnel et égoïste. Ça ne rentre pas, même avec un chausse-pied.

Prenons le cas d'un jeu économique classique : le jeu de l'ultimatum. Il se joue de la manière suivante. Un premier joueur doit partager une somme d'argent avec un deuxième joueur. Il lui propose donc une manière de diviser la somme. Évidemment, il aura tendance à garder une grande partie pour lui (voire l'entièreté) et à n'en donner qu'une petite. Mais le jeu se complique car le deuxième joueur peut accepter ou rejeter l'offre. Si l'offre est acceptée, le partage est effectué comme prévu. Si l'offre est rejetée, aucun des deux joueurs ne touche d'argent. Théoriquement, un deuxième joueur « égoïste » accepterait n'importe quelle petite somme plutôt que rien. Or, il est fréquent qu'il rejette une offre considérée injuste, préférant ne rien gagner plutôt que de partager de manière inéquitable ! C'est ce genre de rejets que la théorie économique dominante ne peut prédire.

Et si les êtres humains étaient influencés par d'autres facteurs que la froide et calculatrice raison comptable ? D'accord, il y a le facteur éthique (nous y reviendrons sûrement dans un prochain article). Mais pourquoi pas aussi des facteurs biologiques ? C'est autour de cette idée qu'est née l'économie comportementale (*behavioural economics*), une jeune discipline qui a le vent en poupe et qui s'applique à tenter d'expliquer les comportements économiques par l'étude des hormones, de la morphologie ou de l'activité neuronale. Attardons-nous aujourd'hui sur les hormones.

La testostérone est naturellement le premier candidat pour des expériences palpitantes. C'est une hormone stéroïde impliquée dans une large gamme de comportements de recherche de dominance. Chez les animaux, les individus à fort taux de testostérone sont plus enclins à répondre de manière agressive à un défi : compétition mâle-mâle chez les oiseaux, comportement agressif chez les rongeurs, hiérarchie sociale et agressivité chez les chimpanzés et les gorilles, etc. Chez les humains, plusieurs études suggèrent que la testostérone induit des comportements antisociaux, égoïstes, ou même agressifs. Toutefois, de nombreux chercheurs ont remis en cause cette hypothèse…

Mais revenons au jeu de l'ultimatum. Et si le deuxième joueur bourré de testostérone rejetait des offres jugées trop faibles simplement parce qu'elles seraient considérées comme un défi ou même une insulte ? C'est une hypothèse qui a été testée en 2007 sur 26 sujets[1]. Résultat ? Une légère corrélation positive (c'est-à-dire une relation proportionnelle) : les joueurs qui rejettent des petites sommes (5 dollars sur 40 dollars) ont un plus

fort taux de testostérone que ceux qui acceptent ces petites offres. D'accord pour le résultat, mais ce n'est pas statistiquement très solide.

En 2008, d'autres chercheurs se sont demandé si la testostérone ne serait pas liée à un comportement économique de prise de risque[2]. Sur un échantillon de 98 hommes, ils constatent que la prise de risque dans un jeu d'investissement est faiblement mais positivement corrélée avec les niveaux de testostérone ainsi qu'avec des traits de masculinité du visage. Une étude dont les résultats ne sont pas très clairs non plus et qui n'expliquent toujours rien des mécanismes (corrélation n'est pas démonstration), mais qui va, il est vrai, dans le sens de l'hypothèse « macho ».

Quelques mois plus tard, rebondissement ! Une expérience vient contredire l'hypothèse[3]. En prenant 200 femmes postménopausées entre 50 et 65 ans, et avec un beau dispositif expérimental en double aveugle aléatoire (les sujets ne savaient pas quelle substance on leur avait donnée), des chercheurs suédois ne mettent en évidence aucun effet significatif de la testostérone ni de l'œstrogène (une hormone féminine), ni du placebo (un liquide sans effet physiologique) sur les comportements économiques tels que l'altruisme, l'équité, la confiance et la prise de risque. Ces résultats nuls sont parlants, sachant que chez ces femmes ces hormones ont des effets cliniques bien réels sur la transpiration ou la perturbation du sommeil (œstrogènes) ou la fonction psychosexuelle (testostérone). Les auteurs proposent l'explication suivante : ce ne sont pas directement les hormones sexuelles qui influencent les comportements économiques, mais probablement d'autres facteurs biologiques (qui restent à trouver), qui eux sont influencés par les hormones... Mouais. En attendant, on n'a pas fait le test sur des jeunes hommes bourrés d'ambition.

La même année, une autre étude[4], cette fois effectuée sur plus de 500 jeunes étudiants en business, a montré que pour les femmes, un plus fort taux de testostérone était lié à une préférence pour le risque. Pour compliquer les choses, ce résultat n'apparaît pas chez les hommes ! De plus, à de faibles niveaux de testostérone, les différences s'estompent, suggérant que la testostérone a des effets bien plus compliqués que prévu. Mais plus intéressant, ces niveaux de testostérone ont permis de prédire le choix de carrière des étudiants après l'obtention du diplôme : les étudiants à fort taux de testostérone étaient plus susceptibles de choisir des carrières à risque dans la finance.

Cette année, une étude très élégante (c'est-à-dire subtile et maligne) s'est penchée sur le comportement de négociation[5]. Les chercheurs ont donné l'hormone à un groupe de 121 jeunes femmes quelques heures avant de les faire jouer au jeu de l'ultimatum. Et là, surprise ! Les femmes qui ont reçu de la testostérone ont clairement négocié de manière plus équitable, réduisant ainsi les conflits potentiels. Ici, la testostérone accroît l'efficacité des interactions sociales... Ils proposent alors l'explication suivante : ces femmes veulent être des leaders et elles pourraient au contraire inciter à la coopération car cela légitimerait leur leadership. C'est une nouvelle hypothèse... à tester plus tard. C'est ainsi qu'on avance, en claudiquant.

Mais ce n'est pas fini, et c'est là toute la beauté de cette étude, après avoir joué le jeu, les participantes ont été interrogées sur le type de pilule qu'elles pensaient avoir reçu. Les femmes croyant avoir reçu de la testostérone – indépendamment du fait qu'elles en avaient reçu ou pas – avaient agi plus injustement que les femmes qui pensaient avoir reçu du placebo ! Ainsi, ironiquement, alors que l'hormone a eu un effet positif sur les interactions sociales, c'est la mauvaise réputation de la testostérone comme substance liée à l'agression qui aurait influé de façon négative sur les comportements de ces femmes.

L'image du bad-boy-bourré-de-testostérone est profondément ancrée dans la croyance populaire mais elle est difficilement supportée par les faits. Le plus intéressant est que les chercheurs le croyaient aussi avant de mener cette dernière expérience. Les mesures montrèrent qu'ils avaient jugé trop rapidement. Ces résultats pourront-ils blanchir la réputation de la testostérone ? Pas sûr... Affaire à suivre. **P. S.**

1. Burnham T.C. (2007), "High-testosterone men reject low ultimatum game offers". *Proceedings of the Royal Society* B, 274, 2327-2330.

2. Apicella C.L. *et al.* (2008), "Testosterone and financial risk préférences". *Evolution and Human Behavior*, 29, 384-390.

3. Zethraeus N. *et al.* (2009), "A randomized trial of the effect of estrogen and testosterone on economic behavior". *PNAS*, 106 (16), 6535-6538.

4. Sapienza P. *et al.* (2009), "Gender differences in financial risk aversion and career choices are affected by testosterone". *PNAS*, 106 (36), 15268-15273.

5. Eisenegger C. *et al.* (2010). "Prejudice and truth about the effect of testosterone on human bargaining behaviour". *Nature*, 463, 356-359.

Matière Première !

Une nouvelle revue de sciences et de philosophie des sciences vient de naître : *Matière première. Revue d'épistémologie*. Parmi ses animateurs, des copains de la Fédération anarchiste. Une revue matérialiste, qui se revendique comme telle sans ambiguïtés. Le premier volume est paru début octobre ; elle a pour sujet l'épistémologie de la médecine et de la santé. Sachez que cette revue en ligne (308 pages) est gratuite, on la trouve sur le site www.materiologiques.com. Ce site accueille aussi un nouvelle maison d'édition, les Éditions Matériologiques, qui proposera bientôt ses premières nouveautés.

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écriront à notre place. »
Inconnu

Les anarchistes français et la guerre d'Espagne

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste

Dans les années 30, l'anarchisme espagnol fascine la plupart des militants libertaires français. Son poids dans la société, la solidité et l'importance de sa base populaire et son implantation – sans nulle autre pareille en Europe – dans le monde ouvrier et paysan font rêver plus d'un anarchiste français. Dès lors qu'éclatent la guerre et la révolution sociale espagnoles, les milieux libertaires de l'Hexagone répondent présents à la solidarité.

Les volontaires anarchistes pour le front antifasciste espagnol

Dès qu'éclate la guerre civile, en juillet 1936, quelques centaines d'anarchistes français – mais aussi italiens et polonais – traversent la frontière franco-espagnole via Bourg-Madame et Cerbère pour soutenir le peuple espagnol en lutte contre les militaires franquistes. Sur place, ils intègrent principalement la colonne Durruti (ce sera notamment le cas, pendant un court laps de temps, de Simone Weil), la colonne Ortiz, la colonne Tierra y libertad et la colonne Ascaso. Dans chaque colonne, un groupe international est créé pour rassembler tous les miliciens venus de l'étranger.

Dans la colonne Durruti, une partie du groupe international – qui ne comptait pas moins de 400 miliciens – forme, en septembre 1936, la colonne Sébastien Faure, dans laquelle on retrouve des anarchistes français comme Louis Mercier et Charles Ridel. Bien qu'ayant pris le nom de « colonne », la colonne Sébastien Faure reste, en réalité, attachée à la colonne Durruti comme centurie.

Dans la foulée, un comité des milices antifascistes est fondé à Perpignan pour organiser les départs de miliciens français pour l'Espagne. Mais, en 1937, en raison du pacte international de non-intervention, le gouvernement français interdit l'envoi de miliciens en Espagne. Bien que cette mesure s'applique avant tout aux Brigades internationales dont le recrutement communiste était bien rodé, elle n'en affecte pas moins l'élan de solidarité anarchiste des premiers mois du conflit. Pour autant, des libertaires français continueront à se rendre en Espagne en passant la frontière clandestinement.

Les sections françaises en terre espagnole

Dès juillet 1936, une section française de la CNT se créée à Barcelone sous l'impulsion du comité régional de la CNT. Ses militants se rendent au front, mais effectuent aussi un indispensable travail de solidarité à l'arrière. Outre soigner les blessés, accueillir et coordonner les miliciens francophones, ils participent à des initiatives culturelles, notamment à la construction de bibliothèques. Mais, surtout, ils sont les principaux intermédiaires dont dispose le mouvement anarchiste espagnol pour informer le monde francophone de son activité et y diffuser sa propagande, notamment par le biais de la version française du *Boletin de informacion* de la CNT et à travers l'animation d'émissions en français sur Radio Barcelone CNT-FAI (dont les ondes portaient jusqu'à la frontière de l'Hexagone). Malheureusement, les querelles qui déchirent alors le mouvement anarchiste français (sur lesquelles nous reviendrons plus loin) se reproduisent au sein de la section, fragilisant considérablement son activité et entravant son bon fonctionnement. En outre, en 1937, la CNT ne peut plus lui accorder de subventions et l'oblige même à trouver ses

propres locaux (auparavant, la section siégeait dans ceux du comité régional de la CNT). Déchirée, sans grands moyens financiers et bientôt attaquée par le gouvernement qui veut neutraliser un maximum tout ce qui est mis en œuvre par le mouvement libertaire, la section française de Barcelone disparaît en mai 1937.

Une autre section française existait aussi en Espagne, à Puigcerda. Créée peu après les événements de juillet 1936, son activité était principalement tournée – comme pour son homologue barcelonais – vers la diffusion, au sein du monde francophone, de l'activité et de la propagande du mouvement anarchiste espagnol. Toutefois, elle s'est essentiellement illustrée dans l'organisation de l'accueil des centaines de réfugiés qui, en 1937, fuient la ville et les alentours de Malaga, alors attaquée et prise par les franquistes.

Les anarchistes français face à la contre-révolution communiste

À partir de 1937, les conflits internes au mouvement antifasciste se font plus intenses. Ils opposent la CNT, la FAI et le Poum – qui veulent combattre le fascisme et faire la révolution sociale – aux communistes (PCE, PSUC) et aux nationalistes catalans qui ne souhaitent pas voir l'avènement d'une révolution libertaire qui liquiderait leurs velléités autoritaires.

En mai 1937, les tensions montent d'un cran : les communistes attaquent la Téléfonica de Barcelone où siège la CNT. L'assaut ne se fait pas sans résistance et prend la forme d'une petite guerre civile, avec son lot de morts et de blessés. Mais mieux armés (grâce au soutien de Moscou), les communistes finissent par mater les anarchistes. Dans la foulée, nombre de militants sont arrêtés et jetés en prison au cours d'une véritable campagne de répression. Les anarchistes français qui, à cette date, combattent encore aux côtés de leurs camarades espagnols n'y échappent pas et certains d'entre eux sont enfermés dans les geôles de la République, aux côtés des fascistes... Pour eux, l'incompréhension est totale : partis combattre les franquistes, ils se retrouvent enfermés à leurs côtés.

C'est dans ce climat de répression générale anti-anarchiste que la section française de Puigcerda disparaît, le gouvernement – alors inféodé au Parti communiste – ayant ordonné sa dissolution et emprisonné certains de ses militants.

Fernand Frotin, alors secrétaire de la section française de la CNT, s'efforce de faire sortir de prison ses camarades français et de leur apporter une aide matérielle par l'envoi de nourriture, de cigarettes, de savons, de stylos, de papiers et même de journaux. Il tient aussi avec eux une correspondance régulière qui leur permet de garder le moral et un semblant de contact avec l'extérieur. Certains parviendront à être libérés ou s'évaderont, mais d'autres y trouveront aussi la mort.

Ainsi, dès les premiers coups de feu en 1936, des anarchistes français se rendent en Espagne pour combattre le fascisme aux côtés de leurs camarades espagnols. Mais ceux qui vont durablement rester en Espagne demeurent peu nombreux. Beaucoup de militants restent en France pour organiser la solidarité, propager la propagande destinée à l'internationale des anarchistes espagnols, mais aussi pour poursuivre les luttes politiques et sociales de leur pays. Et c'est d'ailleurs ce que demandent la CNT et la FAI qui préfèrent voir les militants internationaux développer une réelle solidarité internationale plutôt que de voir débarquer en Espagne des miliciens qui ne savent ou ne veulent pas manier un fusil (bon nombre d'anarchistes français étaient alors des pacifistes convaincus). D'autant que les miliciens antifascistes espagnols ont aussi, et surtout, besoin d'être régulièrement ravitaillés en médicaments, vêtements, nourritures, armes et munitions. Pour répondre à ces besoins de première nécessité, les anarchistes français vont mettre en place plusieurs organisations de solidarité, notamment autour des trois principaux piliers du mouvement en France : l'Union anarchiste (UA), la Fédération anarchiste de langue française (FAF) et la CGT-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR).

L'organisation de la solidarité anarchiste en France

Dès les débuts de la guerre, la CNT et la FAI demandent vivement à ce que les trois principales organisations anarchistes françaises – l'UA, la FAF et la CGT-SR – s'unissent pour organiser un soutien efficace et indispensable au maintien de la lutte antifasciste et au développement de la révolution sociale en cours.

Devant les appels incessants des organisations espagnoles, les trois piliers de l'anarchisme français enterrent leurs querelles idéologiques intestines et se rassemblent au sein d'une organisation d'aide à l'Espagne antifasciste : le Comité anarcho-syndicaliste pour la défense et la libération du prolétariat espagnol (CASDLPE), dont le secrétaire général n'est autre que Pierre Besnard.

Le CASDLPE se donne deux principaux objectifs : créer des comités anarcho-syndicalistes un peu partout en France afin d'y développer un véritable réseau de solidarité avec l'Espagne antifasciste ; et créer un journal pour diffuser en France l'activité et la lutte du mouvement anarchiste en Espagne. Ce dernier voit le jour en août 1936 sous le titre de *L'Espagne antifasciste* (CNT-FAI-AIT). Il parait jusqu'en janvier 1937 et publie, en tout, une trentaine de numéros. Il s'agit alors du principal organe anarchiste d'information francophone sur la guerre d'Espagne.

Rapidement, des comités anarcho-syndicalistes sont créés – parfois sur la base de groupes anarchistes existants – à Paris, Perpignan, Marseille, Saint-Étienne, Bayonne, Toulon, etc. Chaque comité organise, dans sa localité, des récoltes de fonds par le biais de souscriptions et de quêtes dans les usines et dans les rues. Les fruits des récoltes sont ensuite envoyés au comité de Paris, chargé de les centraliser et de les envoyer à Perpignan d'où ils partent, en camions, pour l'Espagne. Les comités organisent également bon nombre de réunions publiques pour discuter de la question espagnole, souvent avec plusieurs milliers de personnes.

En novembre 1936, le CASDLPE se lie avec une organisation belge similaire pour fonder l'Union fédérative des comités anarcho-syndicalistes franco-belges. L'organisation a alors déjà installé plus d'une vingtaine de centres de ravitaillement en France.

Mais, entre temps, les divergences et les déchirements ressurgissent au sein du CASDLPE. L'UA souhaite en effet, en accord avec la CNT et la FAI, élargir l'organisation de solidarité à toute la gauche révolutionnaire française (excepté les staliniens), anarchiste ou pas. Dans cette optique, elle organise, le 23 octobre 1936, un rassemblement gigantesque au Vel d'Hiv (plus de 15 000 personnes) auquel elle invite la CNT-FAI, mais aussi la Généralité (administration autonome de la Catalogne), le Poum et la SFIO.

La FAF, ouvertement contre toute union avec les réformistes et les autoritaires, s'indigne et refuse l'idée de cet élargissement contre-nature. La CGT-SR, elle, proche de la FAF, s'oppose aussi à un tel rassemblement, d'autant que la SFIO y est représentée par Léon Jouhaux, le social-traître responsable de la scission de la CGT. L'UA, qui reste fermement accrochée à son projet, finit par être exclue de la Fédération des comités anarcho-syndicalistes et fonde le Comité pour l'Espagne libre (CEL), organisation de solidarité basée sur le principe d'un

front révolutionnaire uni, faisant fi des différends idéologiques.

Le CEL, qui attire plus d'énergies militantes (puisqu'il ratisse plus large...) que le Comité anarcho-syndicaliste, se développe rapidement, créant une quarantaine de centres de ravitaillement dans toute la France. Son action ne se limite cependant pas à ravitailler le front antifasciste. Le CEL s'implique aussi dans la construction d'un orphelinat à Llansa, dans l'organisation de réunions publiques et dans la rédaction de plusieurs articles présentant l'œuvre révolutionnaire des anarchistes espagnols et les nouvelles du front antifasciste. Pourtant, malgré cette activité prolifique, une partie des militants de l'UA – notamment Louis Lecoin et Nicolas Foncier – ne la juge pas encore suffisante et, au congrès de décembre 1936, propose que le CEL élargisse davantage son horizon politique. Ce désir permanent de fonder une organisation idéologiquement large répond à un besoin de contrebalancer le poids du Secours rouge internationale (SRI), une organisation de solidarité dans les mains du Parti communiste espagnol et de Moscou. Ainsi, lorsque la CNT espagnole prend la décision, au plénum de Valence d'avril 1937, de créer Solidarité international antifasciste (SIA), une organisation de solidarité internationale idéologiquement large, l'UA – sous les demandes pressantes de la CNT espagnole – décide de créer une branche française. En juin 1937, Solidarité internationale antifasciste (SIA) voit le jour.

Solidarité internationale antifasciste

Conformément à la volonté de l'UA, la SIA accueille en son sein des militants issus de plusieurs tendances politiques : des anarchistes et des anarcho-syndicalistes (évidemment !), des trotskystes, des communistes antistaliniens (sans pour autant être des disciples de Trotsky), des syndicalistes révolutionnaires et des partisans de l'aile gauche de la SFIO. Cette stratégie, bien qu'éminemment critiquée par la FAF et la CGT-SR, est largement soutenue par la CNT et la FAI qui, en plus d'être partisanes de la constitution d'un large front antifasciste et antistalinien, en ont assez des critiques incessantes prononcées par la FAF et la CGT-SR à leur encontre (nous reviendrons dessus plus loin).

La SIA s'impose rapidement dans le paysage politique français et, en 1938, elle compte plus de 45 000 adhérents répartis en 350 sections en France.

L'action de la SIA est semblable à celle du CASDLPE et du CEL : récolter des fonds (plus de 100 000 francs par mois selon Louis Lecoin) pour envoyer en Espagne des convois remplis de vêtements, de médicaments, de nourriture et, parfois, de munitions et d'armes. Dotée de moyens bien supérieurs à ceux du CEL, la SIA reprend et s'occupe aussi de l'orphelinat de Llansa.

Extrêmement active et prolifique en France, la SIA déploie aussi son activité en terre espagnole où elle ouvre et gère des hôpitaux, des centres de soins, des hébergements et des cantines pour répondre aux besoins des miliciens du front et des populations civiles de l'arrière.

La SIA s'impose rapidement dans le paysage politique français et, en 1938, elle compte plus de 45 000 adhérents répartis en 350 sections en France.

Pour relayer ces activités et pour appeler aux dons et aux souscriptions, la SIA se dote d'un hebdomadaire, très originalement intitulé *SIA*.

Organisation internationale, la SIA ne tarde pas à s'implanter dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis sous l'impulsion du célèbre anarcho-syndicaliste Rudolf Rocker, et en Angleterre avec l'anarchiste Emma Goldman. D'autres branches apparaissent aussi, en 1937, en Afrique du Nord, en Suède et au Portugal. Mais c'est surtout en 1938 que l'organisation va solidement s'implanter à l'international en créant des sections en Chine, au Japon, en Uruguay, au Chili, au Mexique, en Argentine, en Australie, aux Pays-Bas, en Palestine et au Canada.

À partir de la fin du mois de janvier 1939, c'est la Retirada. Des centaines de milliers de civils, de miliciens et de militaires espagnols s'exilent en France pour fuir la victoire franquiste et sa terrible répression. La réponse du gouvernement français – qui se targue pourtant d'être un « pays d'asile », une « terre d'accueil » – est des plus austère : il envoie les femmes et les enfants dans des centres d'hébergement dans le centre de la France, et enferme les hommes dans des camps de concentration, principalement situés aux abords de la frontière et en Afrique du Nord.

Avec la fin de la guerre et l'ampleur de l'exode, la SIA réorganise sa solidarité. Comme pendant le conflit, elle organise des quêtes dans la rue, les usines, les rassemblements politiques et les réunions publiques. L'argent ainsi récolté est ensuite utilisé pour fournir des vêtements et de la nourriture aux camarades internés dans les camps.
Elle s'occupe aussi de recenser les militants pour reconstituer les familles brisées par les séparations faites par les autorités. Elle se charge également d'organiser la correspondance entre elles. Cette activité se révèle particulièrement importante et permet à des milliers d'exilés d'avoir des nouvelles de leurs proches, élément indispensable pour garder un minimum de moral.

Entre autocensure et critique acerbe

En novembre 1936, quatre militants de la CNT entrent au gouvernement espagnol, alors essentiellement composé de communistes, de socialistes et de républicains. Peu après, ils se résignent à accepter la militarisation des milices. Comment vont réagir, en France, les différentes organisations anarchistes face à cette entorse aux essentiels principes antigouvernementaliste et antimilitariste de l'anarchisme ?

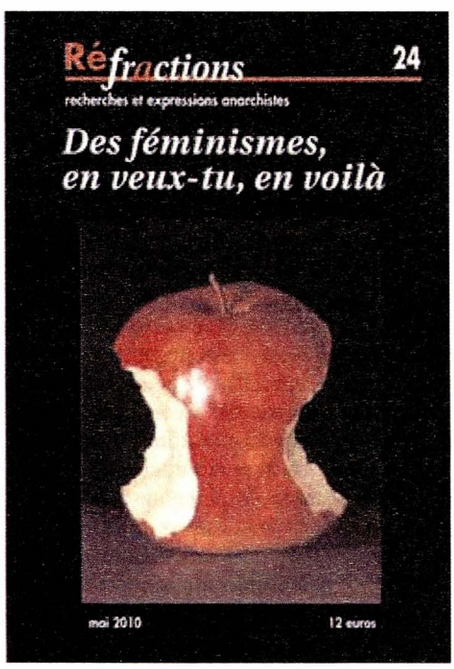
L'UA, elle, va opter pour une attitude plus que critiquable, se refusant et interdisant, lors d'un de ses congrès, de critiquer en public la CNT-FAI. Toute critique concernant les organisations anarchistes espagnoles ne peut être exprimée qu'à travers le bulletin intérieur de l'organisation. Pour autant, en son sein, l'opinion est loin d'être unanime sur les questions de militarisation des milices et d'entrée au gouvernement antifasciste. Les débats sont nombreux et l'UA se permet, parfois, de critiquer les camarades espagnols, en privé.

La FAF, en revanche, ne lésine pas sur la critique. Ses dénonciations et ses condamnations sont nombreuses et véhémentes. Elles prennent forme à travers les articles de son journal *Terre libre*, et ont pour principal auteur André Prudhommeaux. Dénonçant la trahison de la base de la CNT par ses leaders, la FAF critique aussi la stratégie frontiste de l'UA en lui reprochant de travailler main dans la main avec des autoritaires et des réformistes. Grâce à cette attitude plutôt légitime, l'organisation se rapproche des milieux anarchistes espagnols qui contestent les décisions gouvernementalistes et militaristes de la CNT : les Amis de Durruti (mini groupement hétérogène qui pèse très peu) et une partie de la Fédération ibérique des Jeunesses libertaires.

La CGT-SR, quant à elle, opte pour une position qui, dans le fond, rejoint celle de la FAF mais qui, sur la forme, est beaucoup moins acerbe. Car son secrétaire général, Pierre Besnard, est aussi celui de l'Association internationale des travailleurs (AIT), et il n'a guère envie de « froisser » la CNT qui, alors, est la plus importante organisation membre de l'AIT qui, sans elle, n'existerait presque pas. Mais au fil du temps, avec l'avancée des franquistes et les fourvoiements gouvernementalistes de la CNT, la CGT-SR se fait plus épineuse, plus véhémente. En décembre 1937, agacée – et suffisamment occupée en Espagne ! –, la CNT menace alors de faire ce que Pierre Besnard voulait à tout prix éviter : démissionner de l'AIT. Pour l'empêcher, la CGT-SR accepte de ne plus critiquer sa sœur espagnole (du moins en public) et Pierre Besnard est remplacé par Horacio Martinez Prieto (fondateur du à venir Parti libertaire), membre de la CNT. Dérive interne autoritaire ? Sans aucun doute.

G. G.

Des féminismes, en veux-tu, en voilà



Le Mouvement de libération des femmes a quarante ans. Mai 2010, le numéro 24 de *Réfractions** prend pour sujet celles qui « *portent la moitié du ciel* ».

« *Des féminismes, en veux-tu, en voilà* », d'aucunes trouvent l'expression quelque peu méprisante et à consonance péjorative ; à tort me semble-t-il, car, datant de 1750, cette locution renvoie tout simplement à l'idée de pluralité. Si elle suscite des polémiques, j'ose en ce qui me concerne y trouver une pointe d'humour renforcée par la *Pomme croquée* de Nelly Trumel, et bien joliment, en illustration de couverture. Non, les féministes ne doivent pas ici se sentir moquées. Et je ne pense pas que les femmes du comité de rédaction se sont tiré une balle dans le pied à cette occasion. Elles ne font que mettre au jour avec force analyses, explications et application les débats des mouvements pour enrichir les luttes à venir et trouver des voies efficaces et nouvelles à l'émancipation des femmes ; ainsi, un éclairage du titre apparaît dans le texte de présentation du numéro : « *Nous voulons plutôt, en cette année anniversaire, partir d'un constat : l'extrême diversité aujourd'hui des approches de la question féministe.* »

Extrême diversité, immense richesse de ce combat revendicatif et subversif qui, après avoir posé la question de l'inégalité de la condition de la femme, s'est développé, prenant des chemins variés, dépassant largement les premières revendications sociétales et les transformant jusqu'à « *la déconstruction des genres et des sexes* ». Ce titre ne fait que renvoyer à l'évolution du féminisme depuis les années 1970, à la pluralité des formes prises par le mouvement et donc, aussi, aux multiples approches théoriques s'y rapportant.

C'est l'hétérogénéité de cette pensée, de cette réflexion et des actions concrètes qui est fouillée et disséquée au fil des différents articles : la problématique féministe en général, le féminisme chez les anarchistes et dans leurs organisations avec toutes les contradictions qu'il recèle, sans indulgence aucune et avec une certaine clairvoyance même ; et cela en trois parties, historique, théorique et pratique.

L'histoire, d'abord, sous les plumes de Françoise Picq sur la question d'identité, puis de Nicolas qui revient sur le travail des femmes au temps de la Première Internationale, particulièrement intéressante quand Anne Steiner analyse la place des femmes anarchistes dans les luttes émancipatrices de la Belle Époque et que Marianne Enckell donne un aperçu du panorama mondial de féministes anarchistes de la fin du XIXe et de la première moitié du XXe siècle.

Dans la partie théorique – au style un peu obscur et plus difficile par endroits –, je pointerais plus particulièrement le décryptage de l'anarcha-féminisme, à travers réflexions et luttes, réalisé par la commission Femmes de la Fédération anarchiste et l'entretien d'Heloïsa Castellanos avec Geneviève Fraisse qui met en valeur l'évolution des formes de domination patriarcale, sans négliger pour autant l'analyse de la domination masculine faite par Eduardo Colombo, la question posée par Irène Pereira sur les rapports de l'anarchisme et du féminisme et la critique du féminisme pseudo-libertaire de Marcela Iacub entreprise par Monique Boireau-Rouillé.

La troisième partie, elle, témoigne de la pluralité des actions et deux articles sont révélateurs des contradictions entre « théorie » et « pratique » : celui de Simon Luck et d'Irène Pereira sur la place des femmes dans les organisations anarchistes, d'où il ressort que le faible nombre de militantes serait en partie dû à l'image de violence et de virilisme donnée par les organisations anarchistes, même si ce faible nombre des femmes investies dans le domaine politique au sens large n'est pas propre aux organisations libertaires. Les femmes n'aimeraient pas la violence, seraient plus « réfractaires » à des pratiques de violence, dans leur majorité.

Réflexion approfondie dans le texte de Francis Dupuis-Déri sur les « hommes anarchistes face au féminisme » à la lecture duquel on mesure tout le chemin qu'il reste à parcourir dans les organisations pour combattre la domination masculine. Quelques touches personnalisées par les interviews de Daniel Colson et le texte d'Helen Alvarez Virreira sur les luttes féministes en Bolivie concrétisent un peu plus ce champ d'observations et de questionnements.

En fin de revue, la transversale évoque le sujet déjà antérieurement débattu sur « les conceptions anarchistes du politique et de la liberté » et essaie, sous la plume de René Fugler, de donner une image des « refusants », remettant au jour la question de La Boétie sur la « soumission » de l'homme.

Toujours en questions et en mouvements, donc, ces féministes qui, après avoir croqué le fruit défendu d'Ève ou la pomme de discorde offerte à Aphrodite par Pâris, se retrouvent ici au fil des pages plutôt portées par le mythe d'une Antigone rebelle bien actuelle et vivante qui gagne peu à peu du terrain. Mais pour assumer pleinement cette seconde face d'une mythologie combative et positive, il faut peut-être assumer aussi la première et la digérer, avec humour si possible. C'est fait ici et c'est bien ainsi.

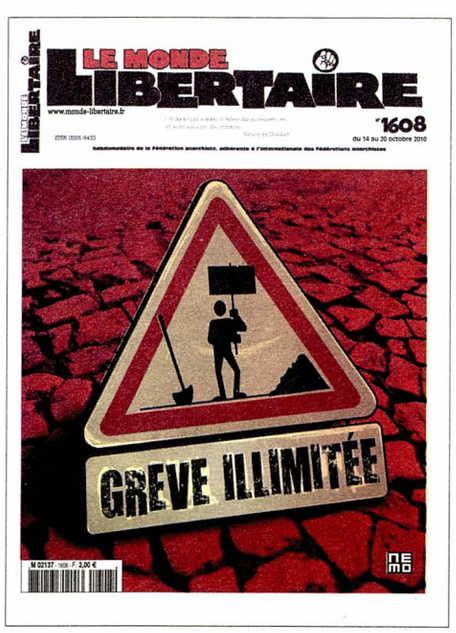
Michèle Crès

---

* *Réfractions*, n° 24, *Des féminismes, en veux-tu, en voilà*, mai 2010, 12 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire (www.librairie-publico.com).

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



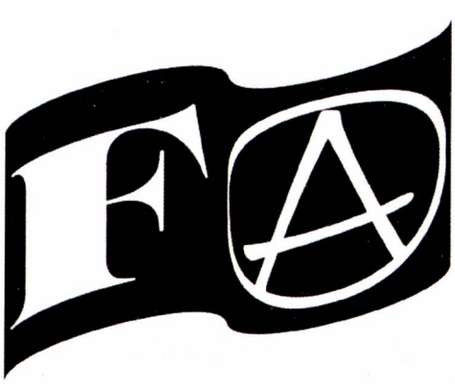
L'Encyclopédie anarchiste numérisée !

L'Encyclopédie anarchiste de Sébastien Faure est totalement numérisée et accessible à tous ! Voir www.encyclopedie-anarchiste.org

La numérisation est une activité passionnante, il s'agit de redonner vie à des ouvrages qui ne méritent pas de tomber dans l'oubli. Cependant, ayant d'autres projets, ce n'est pas pour moi une vocation. Toutefois, mon épouse a la chance d'avoir accès dans sa famille à un exemplaire de l'*Encyclopédie anarchiste*, et j'ai toujours eu dans un coin de ma tête envie de m'y atteler. La chance d'avoir accès à un tel ouvrage ne peut être ignorée et je me sentais moralement obligé de m'y coller un jour ou l'autre, car il est regrettable qu'un tel apport à l'anarchisme ne soit réservé qu'à quelques chanceux. Et puis une longue période de chômage m'a permis de me lancer dans l'aventure. J'ai réalisé l'acquisition (scan) en environ 15 jours à raison de 7 heures par jour. L'OCR (reconnaissance de caractères) tournait à fond pendant ce temps. J'en profitais pour écouter des livres parlés pour ne pas trop avoir l'impression de perdre mon temps (merci à http://anarsonore.free.fr/). J'ai alors commencé à corriger les premiers articles, et j'ai adhéré à la Fédération anarchiste à cette période. Je pensais alors tout corriger seul, en prenant mon temps. Mais les camarades m'ont convaincu de lancer un appel dans *Le Monde libertaire* pour avancer plus vite. Un an et demi plus tard, c'est terminé, et je me rends compte que si j'étais resté tout seul je n'aurais toujours pas fini la lettre A. Sans l'aide des camarades du groupe Idées noires, de Jacques Betry, de Jacques Boulvin (de La Réunion !), de Frédéric Carpentier, de Salvatore Greco, de Jacques Gregoire, de Jules Justo, de Sabria Von Krakenhauer, de Martine Lambert, de Thibaud Mouton, de Marie-May Nielsen, de Nikros, de Pierre Thiesset et de Serge Utgé-Royo, la correction n'en finirait pas. On peut donc bien dire qu'il s'agit d'un travail collectif de membres et sympathisants de la FA, qui ont de cette manière œuvré pour la sauvegarde de l'histoire de l'anarchisme, ainsi que pour la diffusion de sa pensée. Bien sûr, on n'est pas à l'abri d'une coquille oubliée par-ci par-là et le format dictionnaire gagne énormément à avoir été numérisé (possibilité de recherches facilitées, notamment). J'espère bien qu'une réédition dans un format économique verra également le jour, car les livres papier ne doivent pas disparaître, la numérisation doit rester un moyen de les rééditer, non pas de les remplacer. Déjà les éditions Ni patrie ni frontières ont édité, d'après le site, une sélection d'articles ayant trait à la religion, *La Raison contre Dieu*. C'est une idée intéressante, et j'espère que d'autres initiatives verront le jour.

Nico
Groupe Idées noires
de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste se développe



Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste s'est monté à Montpellier dans le département de l'Hérault. Vous pouvez le contacter à l'adresse suivante : montpellier@federation-anarchiste.org ou par courrier à FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Une nouvelle liaison de la Fédération anarchiste est également désormais présente en Haute-Savoie près d'Annemasse. Vous pouvez la contacter à l'adresse suivante : haute-savoie@federation-anarchiste.org ou par courrier à FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Radio libertaire

Jeudi 21 octobre

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité. Invité : Gilles Balbastre.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

Vendredi 22 octobre

L'écho des cabines (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées. Pour un rock libertaire.

Koumbi (16 h 00) Chroniques africaines. Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes. Par Michèle Bourgade.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

La grenouille noire (21 h 00) Émission écolo-libertaire.

Samedi 23 octobre

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Comme son nom ne l'indique pas…

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres…

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Dimanche 24 octobre

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des Libres penseurs.

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis !

Lundi 25 octobre

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Commune de Paris. Histoire de la Commune de 1871 et son environnement historique.

Trous noirs (16 h 00) Luttes sociales. Le vaste mouvement social sur les retraites révèle une colère accumulée depuis longtemps. L'entrée dans les actions de nombreux jeunes montre qu'ils ne supportent plus l'avenir que cette société leur réserve. Plusieurs lycéens viennent évoquer leurs rages et leurs espoirs.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Par le syndicat CNT santé-social/collectivités territoriales.

Mardi 26 octobre

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité. Thème : Art et propagande.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Anti-vidéosurveillance. Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Idéaux et débats (18 h 00) Volodine… écrivains ?

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices publics. CNT Énergie. L'émission qui vous doit plus que la lumière.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) CSPB (Comité de solidarité avec le peuple basque). Actualité politique du Pays basque.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïquaine des années soixante.

Mercredi 27 octobre

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Nouveautés, rééditions, etc. (Part one).

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 28 octobre

Chronique hebdo (08 h 00) Invitée : Monique Sené, cofondatrice du GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) et de la *Gazette nucléaire*.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Chanter la paix avec Boris Vian et le Gérant du Rare.

Entre chiens et loups (20 h 30) Anartiste. Présentation du deuxième tome de *Art et Anarchie*.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 21 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Éducation populaire, éducation nouvelle, éducation libertaire ? Troisième cours : Actualité de l'éducation populaire. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 22 octobre

Troyes (10)

19 heures. Deuxième conférence de l'UP3 (l'Université populaire de Troyes) : Gustave Courbet, peintre dans son contexte. Avec Yolaine Guignat, diplômée de l'École du Louvre. Ligue de l'enseignement de l'Aube, au 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Paris XIXe

Relégation spatiale et stigmatisation scolaire. Conférence de Jean-Pierre Garnier dans le cadre du séminaire de la revue *Diversité*, Délégation à la politique de la ville et à l'intégration de la ville de Paris au 6, rue du Département, métro Stalingrad, lignes 2, 5 et 7.

Samedi 23 octobre

Paris XXe

De 14 heures à minuit. Venez rencontrer la CNT !

16 heures. Meeting-débat. « Construire dès aujourd'hui la société de demain. La CNT, c'est quoi ? » (Autogestion, caisses de grève, création de sections d'entreprise et syndicalisme d'industrie, assemblées générales souveraines, action directe : de la théorie à la pratique.)

18 heures. Projections des films réalisés lors des dernières luttes et manifestations.

19 heures. Concerts : Les Chanteurs-livreurs (chanson, Val-de-Marne), Bobby Six Killers (early reggae, Nancy), The Angry Cats (rockabilly, Paris). Buffet, salon du livre (neuf et d'occasion), tables des syndicats de la RP. Prix libre. En soutien aux sections en lutte. Au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, métro Avron ou Buzenval. Mail : br.rp@cnt-f.org

Londres

De 10 à 19 heures. La 28th London Anarchist Bookfair (28e Foire aux livres anarchistes de Londres) proposera des livres et des magazines, des projections de films, un cabaret anarchiste, des rencontres et des discussions. La restauration sur place est possible et une crèche accueillera les plus jeunes. Queen Mary, University of London, Mile End Road, London, E1 4NS.

La Plaine-Saint-Denis (93)

14 heures. La Compagnie Jolie Môme accueille la troupe « Quartier en Nord » (Collectif Bordonor) de Bordeaux : *En Suivant Emma* de Howard Zinn. « La Belle Étoile » au 14, rue Saint-Just. Infos et réservation 01 49 98 39 20. Entrée libre.

Lyon Ier

15 heures. Débat autour de l'écologie sociale avec Vincent Gerber, initiateur du site www.ecologiesociale.ch, et un membre de la communauté Los Arenalejos (Espagne). CEDRATS, 27 montée Saint-Sébastien. Tél. 04 78 29 90 67

Mardi 26 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Wilhelm Reich. Quatrième cours : L'analyse reichienne aujourd'hui. Que reste-t-il des concepts reichiens ? A-t-il des continuateurs, en France et à l'étranger ? Présentation de Jacques Lesage de La Haye, psychanalyste. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 29 octobre

Nanterre (92)

Projection-débat sur la présence militaire française en Afrique avec Raphael Granvaud auteur de *Que fait l'armée française en Afrique ?* Projection du film *France-Rwanda 1994, complicité de génocide* réalisé par Survie, dans le cadre de la semaine contre le néocolonialisme et la Françafrique.

Ivry-sur-Seine (94)

Rencontre avec Gérard Noiriel autour de son livre *Dire la vérité au pouvoir : les intellectuels en question*, à la librairie Envie de lire, au 16, rue Gabriel Péri, métro Mairie d'Ivry.

VENEZ RENCONTRER LA CNT

SAMEDI 23 OCTOBRE 2010

De 14h00 à minuit

16H00 : MEETING - DÉBAT

« Construire dès aujourd'hui la société de demain. La CNT, c'est quoi ? »

(Autogestion, caisses de grève, création de sections d'entreprise et syndicalisme d'industrie, assemblées générales souveraines, action directe contre le capital... : de la théorie à la pratique)

18H00 : PROJECTIONS

Films réalisés lors des dernières luttes et manifestations.

CONCERT : 19H00

Les Chanteurs-livreurs (chanson, Val-de-Marne)
Bobby Six Killers (early reggae, Nancy)
The Angry Cats (rockabilly, Paris)

AU 33, RUE DES VIGNOLES , 75020 PARIS

(MÉTRO AVRON OU BUZENVAL)

Buffet, Salon du livre (neuf et d'occasion), tables des syndicats de la Région parisienne.

Prix libre, en soutien aux sections en lutte

CNT-RP

Mail : br.rp@cnt-f.org
WWW.CNT-F.ORG/URP